

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

.....

PASciB

PLATE FORME DES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AU BÉNIN

@@@@@@@@

SECRETARIAT PERMANENT

**RAPPORT D'ACTIVITÉS AU TITRE DE
L'EXERCICE 2022**

Janvier 2023

Sommaire

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	3
INTRODUCTION.....	4
1. Résumé Exécutif.....	5
2. PASCiB et ses engagements en 2022	6
2.1 Présentation de la PASCiB.....	6
2.2 Engagements de la PASCiB : PTAB 2022.....	6
2.3 Principaux partenaires techniques pour l'année 2022	13
3. Les réalisations de la PASCiB en 2022.....	15
3.1 Niveau de mobilisation des ressources pour l'exécution du PTAB 2022	15
3.2 Situation globale d'exécution du PTBA au 31-12-2022	16
3.3 Les activités réalisées	20
3.3.1 Niveau nationale.....	20
4. Activités liées au genre et inclusion sociale	44
5. Contribution de la PASCiB aux activités nationale et participation aux activités régionales et internationales	45
..... 5.1 Contribution de la PASCiB aux activités nationale et participation aux activités régionales et internationales	45
6. DIFFICULTÉS.....	52
7. DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR 2023	52
CONCLUSION.....	53

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ABDH	: Approche Basée sur les Droits Humains
ACP-UE	: Afrique Caraïbes Pacifique
AEC	: Alliance pour l'Engagement Citoyen
ATDA	: Agence Territoriale de Développement Agricole
ASCINB	: Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin
CCAP	: Contrôle Citoyen de l'Action Publique
CFRONG	: Collectif des Fédérations et Réseaux d'ONG
CSCI	: Convention de la Société Civile Ivoirienne
DDAEP	: Direction Départementale de l'Agriculture de l'Élevage et la Pêche
EOA	: Agriculture Écologique et Biologique
FADeC	: Fond d'Appui au Développement des Communes
FANRPAN	: Food, Agriculture and Natural Ressources Policy Analysis Network/ Réseau Africain pour l'Analyse des Politiques sur l'Alimentation, l'Agriculture et de Gestion des Ressources Naturelles
FIDA	: Fonds international de Développement Agricole
FNDA	: Fond Nationale de Développement agricole
GRD	: Gestion axée sur les Résultats
MAEP	: Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la pêche
ODD	: Objectif de Développement Durable
OSC	: Organisation de la Société Civile
PADEFA-ENA	: Projet d'Appui au Développement de la filière Anacarde
PADAAM	: Projet d'appui au Développement Agricole et à l'Accès au Marché
PADMAR	: Projet d'Appui au Développement du Maraîchage
PAGR-SANAD	: Projet d'Amélioration de la Gouvernance de la Résilience et de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de l'Agriculture Durable en Afrique de l'Ouest
PAI	: Programme Annuel d'Investissements
PAIA-VO	: Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles dans la Vallée de l'Ouémé
PAPVIRE-ABC	: Projet d'Appui à la Production Vivrière et de Renforcement de la Résilience dans l'Alibori-Borgou et Collines
PASCiB	: Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin
PAVPHA/BN	: Projet d'Appui à la Valorisation durable et de gestion intégrée des Périmètres Hydro-Agricoles
PDPIM	: Projet de Développement des Périmètres Irrigués en Milieu rural
PF	: Points Focaux
PIP	: Programme d'Investissements Publics
PRC	: Plan de Renforcement des Capacités
PRoCAR	: Programme Cadre des Interventions Agricoles du FIDA en milieu Rural au Bénin
ProCAD	: Programme Cadre d'Appui à la Diversification Agricole
PROFI-VI	: Projet de Promotion des Filières Agricoles-Volet Institutionnel
PPAAO	: Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
PTBA	: Programme de Travail de Budget Annuel
PSDSA	: Plan Stratégique de Développement Agricole
ROPPA	: Réseau des Principales Organisations Professionnelles nationales d'Afrique de l'Ouest
SECO	: Secrétariat de concertation des ONG du Mali
SPONG	: Secrétariat Permanent des ONG du Burkina-Faso
SUN	: Scaling Up Nutrition
UNOPS	: United Nations Office for Project Services

INTRODUCTION

La Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB) s'est donnée pour mission de contribuer à la consolidation de l'État de droit, de la Démocratie, de la Paix et du Développement Durable au Bénin et dans la sous-région. Pour une meilleure opérationnalisation de sa mission, la PASCiB fait, de son cheval de bataille, la participation inclusive des acteurs de la société civile au processus de développement humain durable suivant deux instruments que sont l'Approche Basée sur les Droits Humains (ABDH) d'une part et la Gestion Axée sur les Résultats de Développement et la Redevabilité d'autre part. De ce fait, elle intervient entre autres, (i) au niveau macro, dans l'analyse des politiques et l'efficacité du développement, la gouvernance et la coopération sud-sud ; (ii) au niveau sectoriel dans l'information-communication, le renforcement des capacités, le plaidoyer-lobbying, le dialogue politique, la veille citoyenne (suivi-contrôle citoyen et l'évaluation citoyenne des politiques et stratégies) ; et au niveau local dans la mise en œuvre des interventions de développement et le Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP). De façon spécifique, la PASCiB non seulement conduit directement plusieurs projets/programmes, mais aussi accompagne d'autres partenaires de mise en œuvre des interventions de développement en matière de suivi-contrôle citoyen et évaluation citoyenne. Pour le compte de l'année 2022 la PASCiB et ses partenaires que sont le MOFA et Woord en Daad (pour le projet BENKADI), la Banque Mondiale (à travers le PACOFIDE), le Fond International de Développement de l'Agriculture (par le biais de ProCAR), la Banque Africaine de Développement (avec PAPVIRE-ABC et PAIA-VO), BioVision (pour EOA), le Gouvernement Béninois (à travers le PIP/MAEP) ont poursuivi leurs cours. La PASCiB s'est également engagée dans la recherche d'autres partenariats.

Le présent rapport rend compte des principales activités réalisées par la PASCiB, en 2022, dans chacun de ses domaines d'actions. Il s'articule autour de quatre (4) grands points à savoir (i) le résumé exécutif (ii) une brève présentation de la PASCiB avec un zoom sur les priorités et engagements en 2022, (iii) les performances réalisées au cours de l'année 2022 et enfin (iv) les perspectives et défis pour l'année 2023.

1. Résumé Exécutif

Durant l'année 2022, la PASCiB a réalisé les activités conformément à ses 5 axes d'interventions. Les différentes activités ont été réalisées aussi bien sur le plan national que régional avec une priorité accordée aux actions de renforcement de capacités et de veille citoyenne. En effet, les activités de renforcement des capacités des démembrés, des membres et des partenaires de la PASCiB ont consisté en (i) l'élaboration de plusieurs outils et documents (réalisation de boîte à image, actualisation des curricula pour les formations qualifiantes en agriculture biologique et écologique, en passant par la réalisation des plans d'orientation stratégique, de renforcement de capacités, de mobilisation des ressources, etc. (ii) des formations thématiques au profit des composantes membres, des relais et points focaux de la PASCiB que des OSC et des partenaires. Toutes les activités de renforcement de capacités représentent 28,33% du budget total de la PASCiB.

L'essentiel des actions de veille citoyenne se sont focalisées sur le secteur agricole et ses interventions en matière de développement. L'axe veille citoyenne et redevabilité représente près de 16% du PTAB 2022 de la PASCiB.

Au total sur un budget prévisionnel de près de 1.120.318.000 millions de FCFA pour le compte de cette année 2022, la PASCiB est parvenue à mobiliser 82% soit 913 947 750 millions et consommer effectivement 95% de son PTAB pour un taux de réalisation physique total de 96%. Rappelons que cette année 2022 a été consacrée en grande partie aux activités de renforcement de capacités.

Malgré les performances notables de 2022, d'énormes défis subsistent encore et méritent d'être levés par la PASCiB. Ainsi les perspectives de la PASCiB pour l'année 2022 sont :

- ⇒ l'accélération du rythme des activités du PTBA 2023 surtout au niveau du projet BENKADI-Bénin;
- ⇒ la consolidation et la pérennisation des acquis des projets clôturés et la poursuite des projets toujours en cours pour des résultats de développement élogieux ;
- ⇒ la poursuite des activités de plaidoyer et lobbying amorcées sur certains projets, mais qui n'ont pas été complètement bouclées avant la fin de ces projets;
- ⇒ la poursuite du suivi des ODD en lien avec la nutrition et la réalisation d'analyse budgétaire ;
- ⇒ le maintien et la poursuite de la veille citoyenne autour non seulement des interventions de développement dans le secteur agricole, mais également au niveau des directions techniques, des ATDA et des DDAEP pour une bonne gouvernance et des performances qui impactent positivement les populations ;
- ⇒ la poursuite de la veille citoyenne en vue de l'assurance d'une bonne gouvernance et de la production des résultats à impacts positifs par les projets et programmes de développement des autres secteurs;
- ⇒ la recherche et l'établissement d'autres partenariats avec la signature de nouvelles conventions ;
- ⇒ l'élaboration du plan de mobilisation des ressources au profit de la PASCiB et sa mise en œuvre effective afin d'autonomiser la PASCiB ;
- ⇒ le renforcement de ses composantes sur leurs thématiques respectives en vue de l'amélioration de leur spécialisation ;
- ⇒ la dynamisation du CFRONG pour qu'il rentre et exerce ses attributions ;
- ⇒ la réplique ou de la mise à l'échelle de l'expérience réussie de l'institutionnalisation du dialogue multi-acteurs (Etat-OSC-PTF) dans le secteur agricole vers les autres secteurs dont notamment celui du cadre de vie, de l'eau, de l'éducation primaire, de l'énergie et de la santé ;
- ⇒ l'amélioration des conditions de travail pour les employés pour de meilleurs rendements ;
- ⇒ L'accompagnement de l'ASCINB dans la mobilisation des ressources nécessaires pour son fonctionnement et la réalisation de ses différents Plans (PS, PRC, PMR, PIC).

2. PASCiB et ses engagements en 2022

2.1 Présentation de la PASCiB

La PASCiB est devenue une réalité en 2003 à la faveur des ACP-UE de Cotonou. Après sa création, la PASCiB a été redynamisée successivement en 2013 et en mars 2020. Elle est une organisation citoyenne qui se définit comme un espace d'échanges, de réflexions, d'informations et de mobilisation des Organisations de la Société Civile (OSC) pour la promotion d'un développement durable respectueux des droits humains. La PASCiB a pour objet d'intervention de :

- ⇒ promouvoir le développement durable ;
- ⇒ coordonner les efforts des OSC dans divers domaines tels que : la lutte contre la pauvreté, la nutrition, la paix et la sécurité, les changements climatiques, le genre, la sécurité alimentaire, l'agriculture et l'environnement ;
- ⇒ représenter les OSC dans les espaces de dialogue avec les acteurs étatiques et les partenaires techniques et financiers sur les enjeux de développement, notamment les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Les objectifs stratégiques poursuivis par la PASCiB dans chacun de ses domaines d'interventions sont de :

- ⇒ renforcer la participation des acteurs de la société civile au processus d'identification de formulation de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques et programmes suivant une approche de Gestion Axée sur les Résultats (GAR) de développement ;
- ⇒ coordonner la construction de positions communes des OSC sur les politiques et stratégies de développement aux niveaux local, national et régional ;
- ⇒ utiliser les cadres de dialogues multi-acteurs pour prendre en compte les idées et préoccupations des groupes sociaux vulnérables dans les projets et programmes de développement durable ;
- ⇒ exercer la veille citoyenne sur les politiques et programmes de développement ; et
- ⇒ se constituer partie civile devant les juridictions indiquées pour la défense des intérêts généraux des populations lorsqu'elles sont victimes de corruption ou d'infractions connexes ou de toutes autres situations de violation de droits humains et le cas échéant défendre les intérêts publics lorsqu'ils sont menacés.

2.2 Engagements de la PASCiB : PTAB 2022

Pour la réalisation de ses objectifs, la PASCiB s'est dotée d'un certain nombre de moyens d'actions dont la promotion de la culture de la gestion axée sur les résultats de développement et de la redevabilité à tous les niveaux (local, régional, national), l'analyse des politiques publiques, l'Approche Basée sur les Droits Humains (ABDH), la veille citoyenne et le plaidoyer et lobbying. Ainsi, dans l'opérationnelle, la PASCiB conduit à la fois des activités transversales et sectorielles aussi bien à l'échelle nationale, régionale et internationale.

Le PTBA 2022 (Tableau 1) de la PASCiB a été établi à franc XOF, mille cent vingt millions trois cent dix-huit mille (1.120.318.000). Le poids de chaque axe est donné par les tableaux 1 et 2.

Tableau 1 : Le plan de travail annuel budgétisé de la PASCiB pour l'exercice 2022.

PTAB Consolidé Exercice 2022 PASCIB							
Objectifs/Résultats/Activités	Montant total programmé	Source de financement	Service responsable	Planification			
				T1	T2	T3	T4
Axes d'action 1 : Renforcement de capacité des composantes OSC membres, les relais et points focaux							
Sous total axe 1:	312 100 000						
Achat d'équipements et de matériels au profit du Secrétariat Permanent de la PASCiB	23 000 000	MAEP	Secrétaire Permanent		x	x	x
Investissement et d'équipement projet BENKADI	86 000 000	BENKADI	Chef Projet	x	x	x	x
Multiplier et Diffuser les supports de capitalisation de l'expérience de dialogue multi-acteur du secteur agricole	7 000 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	
Élaborer et diffuser auprès des communautés, de recueils de textes et lois favorisant la promotion du genre et l'inclusion pour le renforcement de la résilience des groupes sociaux vulnérables face aux CC	8 100 000	BENKADI	Chef Projet			x	x
Élaborer et diffuser un recueil des textes, lois, normes et accords internationaux en matière de changement climatique	4 500 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	
Équiper les points focaux et RD PASCiB pour la régularité des alertes précoces	10 200 000	BENKADI	Chef Projet			x	x
Élaborer, valider et amorcer la mise en œuvre du plan de renforcement de capacités des cadres du (MCVDD, ME, MAEP, MDGL) sur les enjeux du dialogue multi-acteur sur les CC	13 160 000	BENKADI	Chef Projet		x		
Élaborer, valider et amorcer la mise en œuvre du plan de renforcement de capacité des associations des pêcheurs et des associations professionnelles d'agriculteurs	6 500 000	BENKADI	Chef Projet		x		
Élaborer les PRC orientés AbE par acteurs	7 650 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	
Évaluer les besoins spécifiques en renforcement de capacités des acteurs communaux en lien avec le référentiel de compétences	5 100 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	
Élaborer, valider et diffuser le plan de renforcement de capacité (orientés AbE) des acteurs communaux	13 500 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	x
Renforcer les capacités des points focaux communaux et relais départementaux de la PASCiB pour des alertes précoces stratégiques en matière de CC	7 140 000	BENKADI	Chef Projet				x

PTAB Consolidé Exercice 2022 PASCIB

Objectifs/Résultats/Activités	Montant total programmé	Source de financement	Service responsable	Planification			
				T1	T2	T3	T4
Organiser un atelier d'appropriation des outils simplifiés de gouvernance pour l'auto-suivi des engagements des partenaires et prestataires et alerte précoce par les bénéficiaires	4 000 000	PADEFA-ENA	Chargé de Programme			x	
Organiser des ateliers de formation et d'appropriation des outils simplifiés de gouvernance et de la redevabilité.	6 000 000	PAIA-VO	Chargé de programme			x	
Identifier et mettre à échelle les bonnes pratiques de gouvernance locale dans la mise en œuvre du projet.	3 000 000	PAIA-VO	Chargé de programme			x	x
Former les relais et points focaux de la PASCiB dans la zone d'intervention du projet	4 000 000	PAIA-VO	Chargé de programme		x	x	
Organiser un atelier d'appropriation des résultats des études i) sur la participation citoyenne dans le domaine de l'AbE, ii) sur les habitats et écosystèmes conservés de la bande côtière, iii) sur les politiques et stratégies en adaptation basée sur les écosystèmes (AbE), iv) sur le dialogue multi-acteurs, v) Sur genre et jeunes	7 350 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	
Mettre en œuvre et suivre la feuille de route issue de l'atelier d'appropriation des résultats d'étude	4 000 000	BENKADI	Chef Projet			x	x
Organiser des ateliers de formation des ONG recrutées	10 200 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	
Formation des Partenaires Stratégiques de PACOFIDE sur les Initiatives à Résultats Rapides (IRR)	30 000 000	PACOFIDE	Chargé de Programme			x	x
Formation des partenaires stratégiques de PACOFIDE sur la gouvernance participative ciblée sur les actions du projet	15 000 000	PACOFIDE	Chargé de Programme		x		
Produire des documents de capitalisation des meilleures pratiques et solutions endogènes et stratégies d'application	2 000 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	
Organiser des séances communales d'internalisation et d'appropriation des meilleures pratiques par les jeunes.	1 500 000	BENKADI	Chef Projet			x	x
Suivre le respect des meilleures pratiques et solutions endogènes par les jeunes formés et restitutions	1 000 000	BENKADI	Chef Projet			x	x
Voyages d'échanges et de partages d'expérience (1 voyages par an pendant 4 ans)	10 200 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	x

PTAB Consolidé Exercice 2022 PASCiB							
Objectifs/Résultats/Activités	Montant total programmé	Source de financement	Service responsable	Planification			
				T1	T2	T3	T4
Renforcement de capacité des composantes OSC membres, les Relais et Points Focaux	5 000 000	EOA	Chef Projet EOA				
Mission de Formation sur la gouvernance participative au profit des cadres et Projets/Programme du MAEP et les agences du secteur agricole avec les Points Focaux et Relais de la PASCiB	17 000 000	MAEP	Secrétaire Permanent				
Axe d'action 2: Gouvernance interne et Dialogue nationale							
Sous total axe 2 :	174 040 000						
Organiser des ateliers d'échange, de concertation, d'analyse et d'appropriation des acquis du dialogue multi-acteur du secteur agricole par les cadres et décideurs de MCVDD et de ME	20 910 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	x
Concevoir et élaborer le cadre institutionnel pour la gouvernance participative des CC au sein du secteur du (MCVDD, ME, MAEP, MDGL)	7 000 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	x
Organiser un atelier multi-acteur de validation du cadre institutionnel élaboré par secteur concerné (MCVDD, ME, MAEP, MDGL)	5 000 000	BENKADI	Chef Projet			x	
Organiser des ateliers nationaux et communaux d'appropriation du cadre institutionnel par les acteurs du niveau national au niveau local dans le domaine du CC	10 200 000	BENKADI	Chef Projet			x	x
Organiser des ateliers de concertation multi-acteurs centré sur les enjeux mis en exergue par les études techniques	4 500 000	BENKADI	Chef Projet			x	x
Organiser l'atelier de lancement des activités avec les ONG partenaires	5 100 000	BENKADI	Chef Projet		x		
Organiser le suivi de la mise en œuvre des outils simplifiés de gouvernance, de la redevabilité et de la prise en compte des recommandations du contrôle citoyen par les bénéficiaires.	2 500 000	PAIA-VO	Chargé de programme			x	x
Organiser un atelier d'échanges et d'analyse de synergie d'actions entre les ONG partenaires locaux et les Points focaux communaux et relais départementaux de la PASCiB	5 100 000	BENKADI	Chef Projet				x
Audit, suivi et évaluation	113 730 000	BENKADI	Chef Projet	x	x	x	x
Axes d'action 3 : Efficacité de l'aide au développement							

PTAB Consolidé Exercice 2022 PASCIB

Objectifs/Résultats/Activités	Montant total programmé	Source de financement	Service responsable	Planification			
				T1	T2	T3	T4
Sous total axe3 :	194 100 000						
Organiser un atelier d'échanges des OSC avec le MCVDD pour analyse de l'implication de la Société civile dans la gouvernance des aires marines protégées AMP	5 100 000	BENKADI	Chef Projet		x		
Actualiser les Plans de Gestion des réserves de biosphère	7 000 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	
Suivre la mise en œuvre des activités prévues au contrat des partenaires locaux	15 300 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	x
Suivis Contrôle Citoyen des interventions de développement de PDPIM	17 000 000	PDPIM	Chargé de programme		x		x
Suivis Contrôle Citoyen des interventions de développement de PAVPHA	10 000 000	PAVPHA	Chargé de programme		x		x
Tournée de séances d'échange et d'analyse des dispositions de consolidation et de pérennisation des acquis de PAPVIRE-ABC avec chaque mairie bénéficiaires	4 000 000	PAPVIRE-ABC	Chargé de programme		x		
Faire l'évaluation citoyenne de fin de projet PAIA-VO	8 000 000	PAIA-VO	Chargé de programme				x
Réaliser des missions de Suivi-contrôle citoyen	5 000 000	PADEFA-ENA	Chargé de programme		x		
Diffuser les rapports de contrôle citoyen et les résultats du projet	4 000 000	PAIA-VO	Chargé de programme			x	x
Suivis Contrôle Citoyen des interventions de développement de FNDA	5 000 000	FNDA	Secrétaire Permanent				x
Suivis Contrôle Citoyen des interventions de développement de PADAAM/ProCAR	19 000 000	ProCAR	Secrétaire Permanent		x		x
Suivis Contrôle Citoyen des interventions de développement de PADMAR	19 000 000	ProCAR	Secrétaire Permanent		x		x
Évaluation Citoyenne des interventions de PAPVIRE-ABC	9 000 000	PAPVIRE-ABC	Secrétaire Permanent		x		

PTAB Consolidé Exercice 2022 PASCIB

Objectifs/Résultats/Activités	Montant total programmé	Source de financement	Service responsable	Planification			
				T1	T2	T3	T4
Organiser des rencontres de concertation citoyenne et d'analyse de progrès des Partenaires Stratégiques dans le cadre de la mise en œuvre des conventions avec le PACOFIDE	10 000 000	PACOFIDE	Chargé de programme		x		x
Organiser des missions trimestrielles de suivi contrôle citoyen des interventions de PACOFIDE	30 000 000	PACOFIDE	Chargé de programme		x		x
Évaluer la mise en œuvre des initiatives en matière d'AbE contenues dans les PDC en cours	1 500 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	x
Faire le Suivi contrôle citoyen périodique de la mise en œuvre des PDC en cours	10 200 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	x
Mission de Suivi Contrôle Citoyen en appui à la gouvernance des Directions Techniques du MAEP, les ATDA, DDAEP et autres Projets/Programmes du portefeuille du MAEP	15 000 000	MAEP	Secrétaire Permanent			x	X
Axe d'action 4 : Plaidoyer et lobbying							
Sous total axe 4	139 300 000						
Faire le suivi de la mise en œuvre de la feuille de route issue des ateliers d'échange, de concertation, d'analyse et d'appropriation des acquis de dialogue multi-acteur du secteur agricole par les cadres et décideurs de MCVDD et de ME	4 000 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	x
Élaborer et valider le plan de campagne de plaidoyer et de lobbying pour l'installation des organes du cadre institutionnel élaboré dans les secteurs concernés (Cadre de vie et Eau)	5 100 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	
Élaborer et valider un plan de plaidoyers pour la facilitation de l'accès des OSC au fonds vert climat, fonds d'intervention pour l'environnement, fonds national d'adaptation au changement climatique)	5 100 000	BENKADI	Chef Projet		x		

PTAB Consolidé Exercice 2022 PASCIB

Objectifs/Résultats/Activités	Montant total programmé	Source de financement	Service responsable	Planification			
				T1	T2	T3	T4
Publier régulièrement de newsletter sur les initiatives portant sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique pour la mobilisation citoyenne	3 000 000	BENKADI	Chef Projet			x	x
Mettre en œuvre et suivre la feuille de route issue des ateliers de concertation multi acteurs centré sur les enjeux mis en exergue par les études techniques	8 100 000	BENKADI	Chef Projet			x	x
Développer des partenariats et des collaborations stratégiques avec les associations de blogueurs ou d'influenceurs web aux fins de publications de résultats pertinents et autres informations pour alimenter les réseaux sociaux	4 000 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	x
Faciliter la mise en place par Commune d'un comité technique ad hoc multi-acteurs de pilotage pour l'élaboration/actualisation des PDC	2 000 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	x
Identifier les priorités en matière d'AbE par commune et élaborer et valider la stratégie de prise en compte de l'AbE dans les PDC	3 000 000	BENKADI	Chef Projet			x	x
Plaidoyer et Lobbying pour la promotion de l'agriculture écologique	5 000 000	EOA	Chargé de projet			x	x
Mettre en œuvre les conventions avec les ONG partenaires	100 000 000	BENKADI	Chef Projet		x	x	x
Axes d'action 5 : Administration et gestion							
sous total axe 5:	300 778 000						
Frais de bureau du projet BENKADI	43 778 000	BENKADI	Chef Projet	x	x	x	x
Prise en charge du personnel du projet BENKADI	172 000 000	BENKADI	Secrétariat Permanent	x	x	x	x
Coûts administratifs non imputables directement	59 000 000	BENKADI	Secrétariat Permanent	x	x	x	x
Prise en charge du reste du personnel PASCiB	20 000 000	PASCiB	Secrétariat Permanent	x	x	x	x
Contractualiser avec les ONGs locales partenaires	4 000 000	BENKADI	Secrétariat Permanent	x	x		
Coûts administratifs EOA	2 000 000	EOA	Secrétariat Permanent				
Total:	1 120 318 000						

Tableau 2 : Le poids des différents axes d'intervention de la PASCiB dans le Budget 2022.

N°	Axes	Montant (FCFA)	%
1	Renforcement de capacité des composantes OSC membres, les relais et points focaux	312 100 000	28%
2	Gouvernance interne et Dialogue nationale	174 040 000	16%
3	Efficacité de l'aide au développement	194 100 000	17%
4	Plaidoyer et lobbying	139 300 000	12%
5	Administration et gestion	300 778 000	27%
Total		1.120.318.000	100

L'analyse du tableau 2 révèle que les activités de renforcement des capacités absorbent plus de 28% du PTAB 2022.

2.3 Principaux partenaires techniques pour l'année 2022

Une dizaine de partenaires techniques et financiers soutiennent la réalisation du plan de travail. Les principaux sont les suivants :

- ⇒ PAPVIRE-ABC / BAD ;
- ⇒ PAIA-VO / BAD ;
- ⇒ PADEFA-ENA / DAD ;
- ⇒ PAVPHA/BN ;
- ⇒ FNDA/BN ;
- ⇒ PADAAM / ProCAR / FIDA ;
- ⇒ PADMAR / ProCAR / FIDA ;
- ⇒ PACOFIDE ;
- ⇒ PIP/MAEP/BN ;
- ⇒ PDPIM / BID.
- ⇒ EOA
- ⇒ BENKADI / MoFa.

Au regard des activités planifiées, le poids de chaque partenaire dans le PTBA global pour l'exercice 2022 est ainsi qu'il suit présenter.

Tableau 3 : La contribution prévisionnelle des différents partenaires techniques et financiers au PTBA 2022

N°	PTF	Montant prévisionnel (FCFA)	%
1	Projet d'appui à la production vivrière et de renforcement de la résilience dans les départements de l'Alibori, du Borgou et des Collines (PAPVIRE-ABC)	13 000 000	1,16
2	Projet d'Appui aux Infrastructures Agricole dans la Vallée de l'Ouémé (PAIA-VO)	27 500 000	2,45
3	Projet d'Appui à la Valorisation durable et de gestion intégrée des Périmètres Hydro-Agricoles (PAVPHA)	10 000 000	1,7
4	Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Accès au Marché (PADAAM)/ Programme Cadre des interventions du FIDA en milieu rural (ProCAR)	19 000 000	1,7
5	Projet d'appui au développement du maraichage (PADMAR)/ Programme Cadre des interventions du FIDA en milieu rural (ProCAR)	19 000 000	0,89
6	Mainstreaming Ecological Organic Agriculture (EOA) into National Policies, Strategies and Programs in Africa	12 000 000	1,07
7	Projet de développement des périmètres irrigués en milieu rural (PDPIIM)	17 000 000	1,52
8	Projet d'appui au développement de la filière anacarde et de l'entrepreneuriat agricoles (PADEFA-ENA)	9 000 000	0,8
9	PACOFIDE	85 000 000	7,59
10	Fonds National de Développement Agricole (FNDA)	5 000 000	0,45
11	PIP/MAEP/BN	55 000 000	4,91
12	BENKADI /Word & Daad	828 818 000	73,98
13	PASCIB / SP	20 000 000	1,79
Total		1.120.318.000	100

3. Les réalisations de la PASCiB en 2022

3.1 Niveau de mobilisation des ressources pour l'exécution du PTAB 2022

Au total, 82% du montant prévisionnel du PTBA2022 (soit 913 947 750 FCFA) a été mobilisé (cf. tableau ci-dessous). Précisons que le niveau de ressources mobilisées diffère d'un partenaire à un autre. En effet, l'entièreté (soit 100%) des ressources attendues/promises ont été mobilisées auprès des partenaires techniques et financiers tels que MOFA (pour BENKADI), ROPPA, PIP/MAEP/BN et EOA. La PASCiB a mobilisé les ressources dans une fourchette de 50 à 75% du montant prévisionnel auprès des partenaires que sont FNDA, PAIA-VO et PAPVIRE-ABC. Quant au reste des PTF, on a remarqué une faible mobilisation allant de 25 à 49 %. Il s'agit de : PACOFIDE, PDPIM, PADEFA-ENA, ProCar et PAVPHA.

N°	PTF	Prévision budgétaire		Ressources mobilisées	
		Montant (FCFA)	%	Montant (FCFA)	%
1	Projet d'appui à la production vivrière et de renforcement de la résilience dans les départements de l'Alibori, du Borgou et des Collines (PAPVIRE-ABC)	13 000 000	1,16	6 886 000	53
2	Projet d'Appui aux Infrastructures Agricole dans la Vallée de l'Ouémé (PAIA-VO)	27 500 000	2,45	20 368 290	74
3	Projet d'Appui à la Valorisation durable et de gestion intégrée des Périmètres Hydro-Agricoles (PAVPHA)	10 000 000	1,7	4 891 290	49
4	Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Accès au Marché (PADAAM)/ Programme Cadre des interventions du FIDA en milieu rural (ProCAR) Projet d'appui au développement du maraichage (PADMAR)/ Programme Cadre des interventions du FIDA en milieu rural (ProCAR)	50 000 000	1,7 0,89	14 851 822	30
5	Fonds National de Développement Agricole (FNDA)	5 000 000	1,07	3 243 750	65
6	Mainstreaming Ecological Organic Agriculture (EOA) into National Policies, Strategies and Programs in Africa	14 236 532	1,52	14 236 532	100
7	Projet de développement des périmètres irrigués en milieu rural (PDPIM)	17 000 000	0,8	8 000 000	47
8	Projet d'appui au développement de la filière anacarde et de l'entrepreneuriat agricoles (PADEFA-ENA)	9 000 000	7,59	4 259 000	47
9	PACOFIDE	85 000 000	0,45	21 116 480	25
10	PIP/MAEP/BN	55 000 000	4,91	55 000 000	100
11	BENKADI /Word & Daad	828 818 000	73,98	828 818 000	100
12	ROPPA	6 641 520	1,79	6 641 520	100
13	PASCIB / SP	20 000 000	1,16	20 000 000	100
Total		1.120.318.000	100	913947750	
Niveau Moyen de Mobilisation					82%

3.2 Situation globale d'exécution du PTBA au 31-12-2022

L'état d'exécution du PTBA 2022 est satisfaisant au regard des performances des années antérieures. En effet, en 2022, le taux d'exécution physique du PTBA est de 96% pour une réalisation financière de 92% (738 553 060 FCFA).

Nonobstant les divers défis auxquels la PASCiB et ses différents partenaires ont été confrontés, il est à remarquer qu'ils ont fait preuve d'engagement et de persévérance dans la conduite des activités programmées. Ce dynamisme est à saluer à sa juste valeur et mérite d'être soutenu en vue de l'atteinte des objectifs poursuivis par la PASCiB pour l'exercice 2023.

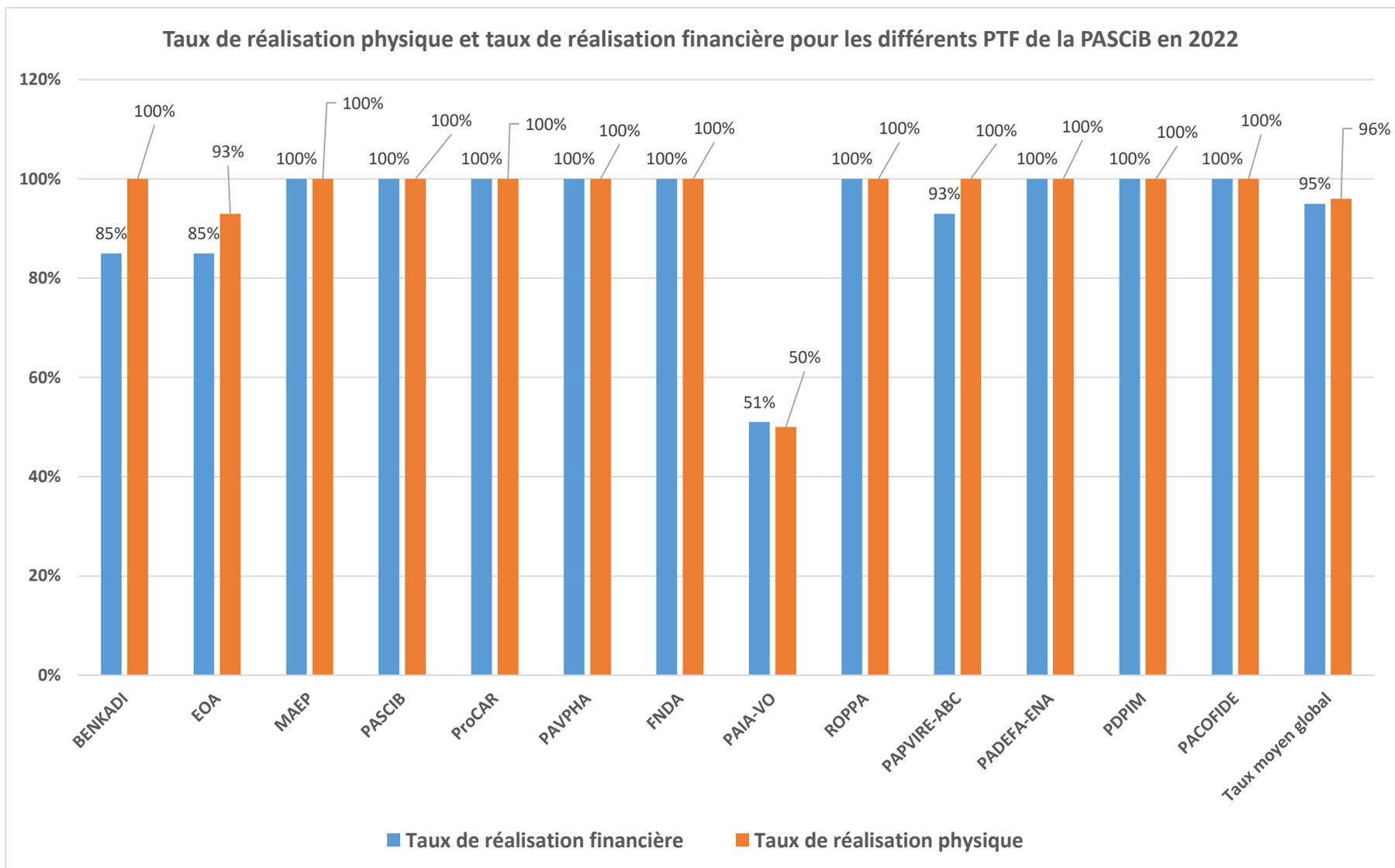
⇒ Situation par projet

Le graphique 2 et le tableau 5 ci-dessous présente la situation de l'exécution budgétaire du PTBA 2022 de la PASCiB par catégorie de projet (Partenaire financier) du portefeuille de la PASCiB au titre l'année 2022.

⇒ Situation par axes

Le tableau 6 ci-dessous présente la situation de l'exécution budgétaire du PTBA 2022 de la PASCiB par axe d'intervention.

Il ressort de l'analyse des tableaux 5 et 6 que le taux global de réalisation est de 95 %. En opposant les taux de réalisation par axe (95 %) à celui par projet, nous avons abouti aux mêmes résultats. Ainsi la PASCiB a obtenu un taux global de réalisation de 95 % pour l'année 2022. Pour évaluer la performance de l'équipe exécutive de la PASCiB, nous avons comparé le taux de réalisation des activités de l'année N-1 à celui de l'année 2022 qui est l'année (N). De cette comparaison, il ressort que la PASCiB au cours de l'année 2021 a eu un taux de réalisation de 71 % contre 95 % pour l'année N (2022). Cette avancée remarquable est à saluer. Ce qui témoigne de la confiance, du professionnalisme et de la rigueur dans la gestion des fonds à eux mis à la disposition par les différents partenaires techniques et financiers.



Graphe 1 : Taux moyen de réalisation par projet de la PASCiB en fin d'exercice au 31/12/2022

Tableau 5 : Bilan des réalisations en 2022 par partenaire de la PASCiB

Projet	Montants mobilisés (FCFA)	Dépenses réalisées	Taux de réalisation financière	Taux de réalisation physique
BENKADI	828 818 000	702591405	85%	100%
EOA	14 236 532	12 071 900	85%	93%
MAEP	55 000 000	55 000 000	100%	100%
PASCIB	20 000 000	20 000 000	100%	100%
ProCAR	14 851 822	14851822	100%	100%
PAVPHA	4 891 290	4891290	100%	100%
FNDA	3 243 750	3 243 750	100%	100%
PAIA-VO	20 368 290	10357450	51%	50%
ROPPA	6 641 520	6641520	100%	100%
PAPVIRE-ABC	6 886 000	6397881	93%	100%
PADEFA-ENA	4 259 000	4259000	100%	100%
PDPIM	8 000 000	8000000	100%	100%
PACOFIDE	21 116 480	21116480	100%	100%
TOTAL	913 947 750	869422498	95%	96%

Tableau 6 : Suivi budgétaire par axe

N°	Axes	Montant (FCFA)				Taux de réalisation
		Prévision	Mobilisation	Réalisation	Solde	
1	Renforcement de capacité des composantes OSC membres, les relais et points focaux	312 100 000	254609042	240577400	14031642	94%
2	Gouvernance interne et Dialogue nationale	174 040 000	141980640	130930000	11050640	92%
3	Efficacité de l'aide au développement	194 100 000	158345450	138902480	19442970	88%
4	Plaidoyer et lobbying	139 300 000	113639986	113639986	0	100%
5	Administration et gestion	300 778 000	245372632	245372632	0	100%
Total		1.120.318.000	913 947 750	869 422 498	44525252	95%

3.3 Les activités réalisées

3.3.1 Niveau nationale

L'année 2022 est riche en activités pour la PASCiB. Le point de réalisation des activités en cette année 2022 est présenté suivant chacun des grands axes d'intervention de la PASCiB. Pour chaque axe d'intervention, les activités réalisées sont présentées.

⇔ *Axe 1 : Renforcement de capacités des composantes et des partenaires*

Dans le cadre de l'opérationnalisation de la stratégie de renforcement des capacités de la PASCiB, L'année 2022 a connu plusieurs actions. En bref, la PASCiB s'est concentrée, à travers ses différents projets, à :

- (i) l'élaboration de plusieurs outils et documents de capitalisation ; et
- (ii) la mise en œuvre des formations thématiques au profit des composants membres, des relais et points focaux de la PASCiB ainsi que des cadres des mairies et ministère ainsi que de deux groupes de parlementaires dans le cadre du Projets Benk8adi.

Toutefois, les activités de renforcement de capacités reversées au PTBA 2022 sont exécutées à la satisfaction de tous les acteurs.

L'ensemble des activités de renforcement des capacités a permis d'élever le Niveau de connaissance des participants de faible à moyen pour l'ensemble des thématiques abordées.

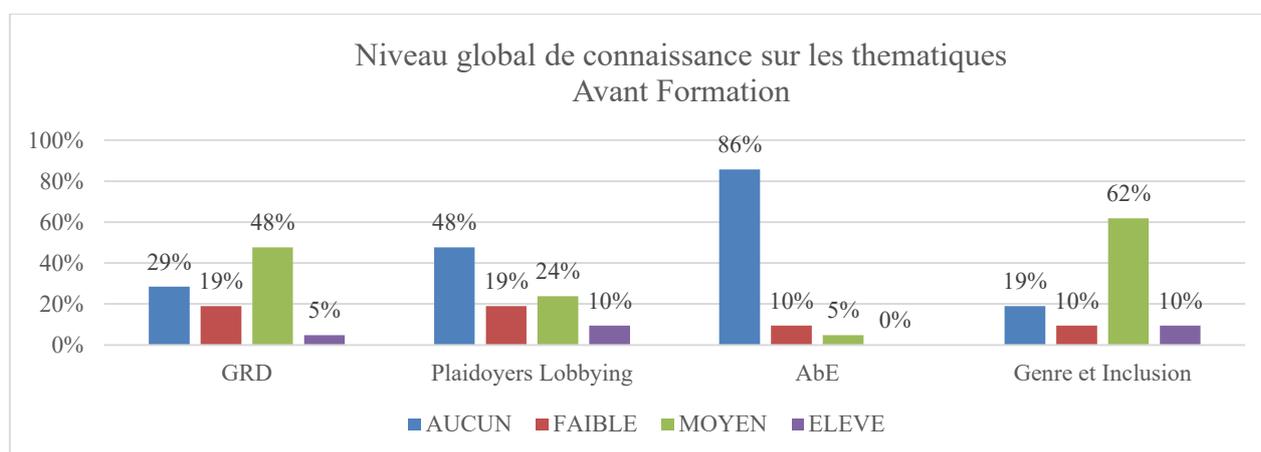


Figure 1 : Évaluation du niveau global de connaissance sur les thématiques avant les formations en 2022

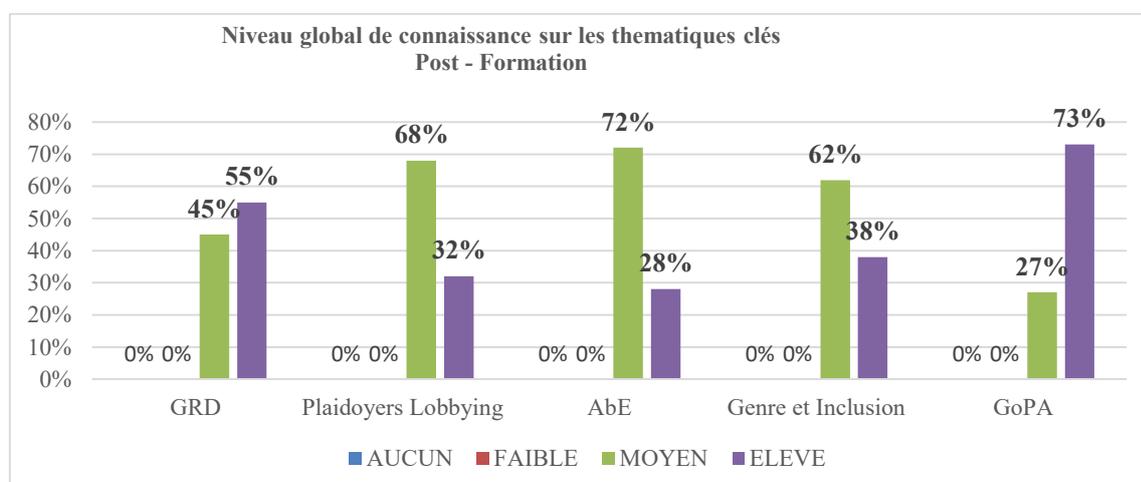


Figure 2 : Évaluation du niveau global de connaissance sur les thématiques après les formations en 2022

Chacune des formations organisées par la PASCiB prend fin avec une évaluation du niveau de satisfaction des participants par rapport aux objectifs poursuivis et à leurs attentes. La moyenne des évaluations globales du niveau de satisfaction des participants aux formations réalisées en 2022 est de 77% de satisfaits dont 22% très satisfaits (largement au-dessus des attentes).

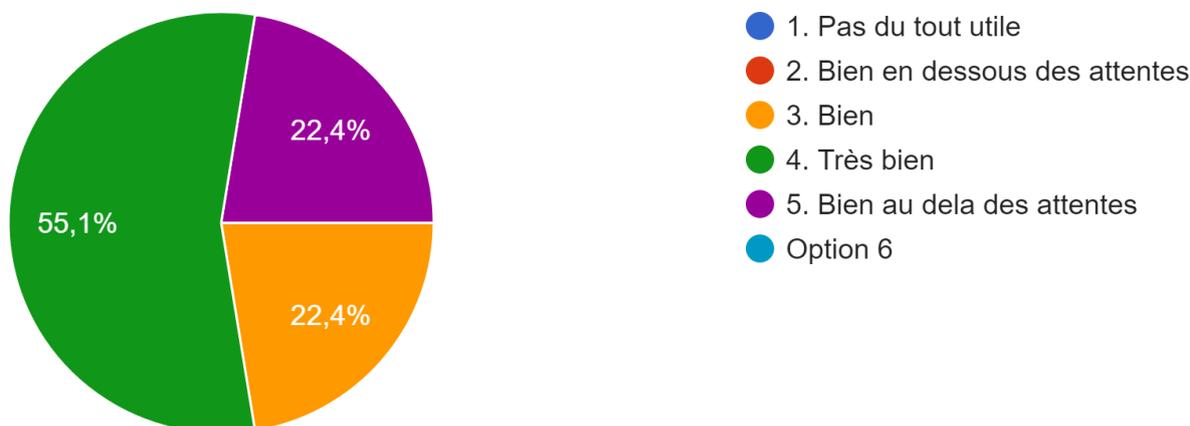


Figure 3 : Évaluation du niveau global de satisfaction des participants pour l'ensemble des formations de la PASCiB en 2022.

⇒ **Activité 1 : Élaboration d'une boîte à images pour faire connaître la transformation du soja biologique**

Le projet Ecological Organic Agriculture (EOA) accompagne les acteurs du soja, de la production des semences biologiques jusqu'à la transformation en divers produits (lait, fromage). Une boîte à images a été réalisée sur la transformation des graines de soja biologiques en un fromage sain sans additifs chimiques susceptible d'être soumis au processus de certification biologique. Cette boîte a permis de renforcer les capacités des différents acteurs et de leur fournir un support plus explicite et détaillé sur les techniques de transformation du soja biologique en fromage.



Photo 1 : Vue séquentielle de la boîte à images

⇒ **Activité 2 : Édition de fiches de transformation de la tomate bio et de production de soja et diffusion auprès des principaux producteurs leaders, dont les femmes et jeunes**

La réussite de la transformation de tous produits agricoles nécessite la maîtrise des différentes techniques ou procédés /processus de transformation de cette matière première. Une fiche sur la transformation de la tomate biologique en purée de tomate a été réalisé pour renforcer le savoir-faire des formatrices

et transformateurs de la tomate en purée de tomate. Celle sur la production de soja présente aux techniciens ou semenciers, des connaissances théoriques et pratiques sur la production des semences de soja biologique. Ces deux fiches ont été imprimé et diffuser auprès des acteurs afin de leurs permettre d'être mieux outiller sur les deux chaines de valeur.



Photo 2 : Vues séquentielles des fiches techniques

⇒ **Activité 3 : Spot publicitaire pour sensibiliser les parties prenantes**

Dans le souci de mieux faire connaître les activités du projet aux acteurs, il a été prévu de réaliser une vidéo afin de faire le descriptif sur les techniques de production en AEB et informer sur les techniques de production en AEB du soja biologique, de la banane plantain biologique et de transformation de la tomate en purée. Ces vidéos une fois diffusées sur les canaux de communication de la PASCiB, permettront de toucher un large public et constitueront des supports de renforcement de capacité à tous acteurs de différent niveau.

Ci-après, la liste des vidéos réalisées par la PASCiB :

- ✚ Formation sur la production des plants de banana plantain biologique par les méthodes PIF et Miniset : <https://youtu.be/11kPgpdv-vQ>
- ✚ Formation sur les bonnes pratiques de production et de gestion post-récolte du soja biologique : <https://youtu.be/ZljDjF15i5o>
- ✚ Actualisation et validation des curricula de formation sur l'Agriculture Ecologique et Biologique : <https://youtu.be/VG1t0MH38Yg>
- ✚ Formation des entrepreneurs et producteurs agricoles sur l'Agriculture Ecologique et Biologique au Bénin : <https://youtu.be/U1DEFT2K6ko>
- ✚ Intégration de l'agriculture écologique et biologique au Bénin dans les systèmes agricoles : <https://youtu.be/MnzfjE32e60>
- ✚ Séance de sensibilisation des producteurs sur la production de semences de soja bio à Aklampa (Glazoué) : <https://youtu.be/Rz0NT37nB1g>
- ✚ Formation sur les Bonnes Pratiques de Production de la Banane Plantain Biologique : <https://youtu.be/QQZ2kGqZdh8>
- ✚ Formation des producteurs aux bonnes pratiques de production et de distribution de bio soja : <https://youtu.be/XEfONpKaiRE>
- ✚ Formation sur techniques de transformation de la tomate biologique : <https://youtu.be/VRo2L4PENg8>

⇒ **Activité 4 : Élaboration d'un manuel de formation pour la formation des acteurs de la chaîne de valeur de la tomate**

Pour le compte du PTBA 2022 de la PASCiB, un manuel de formation sur les différentes techniques de l'Agriculture Ecologique et Biologique pour la transformation de la tomate a été réalisé. Ce manuel relate le descriptif sur les techniques et les matériels de transformation en AEB de la tomate en purée.



Photo 3 : Vues séquentielles des fiches techniques

⇒ **Activité 5 : Développement des affiches à diffuser via différents canaux de communication (réseaux sociaux, site web, radio, etc.) sur les CVA**

Les outils de communication développés par la PASCiB dans le cadre du projet permettent une large diffusion des différentes techniques de l'Agriculture Ecologique et Biologique pour la culture du soja, de la banane plantain et pour la transformation de la tomate. Ils sont diffusés à travers les différents réseaux pour atteindre le plus grand nombre de cible.



Photo 4 : Vues séquentielles de l’affiche sur la banane



Photo 5 : Vues séquentielles de l’affiche sur le soja

⇒ Développement de vidéos et de supports de formation à diffuser via différents canaux de communication sur les différents CVA

Dans le souci de mieux faire connaître les progrès du projet aux différents acteurs, il a été prévu la conception de kakémonos ainsi que d’étiquettes comme outils de communication. Ces outils permettront

la transmission d'informations dans le but de véhiculer un message et de promouvoir les réalisations du projet auprès des acteurs.



Photo 6 : Vues séquentielles des kakémonos et étiquettes réalisées

- Formation sur les bonnes pratiques de production et de gestion post-récolte du soja biologique
- Formation des producteurs leaders sur les bonnes pratiques de production de soja biologique et la gestion post-récolte du soja biologique

Cette formation a eu lieu dans la région de Glazoué et de Djidja au profit de plus de 50 producteurs. Elle a permis de renforcer les capacités d'une cinquantaine de producteurs sur la production de soja biologique et de poser les jalons pour les meilleures pratiques de gestion post-récolte du soja biologique. Pour cette formation, l'équipe a revisité la zone de Glazoué à laquelle il a été ajouté Djidja, une nouvelle zone pour notre formation. Cela a permis à l'équipe de constater d'une part, que les producteurs de ces zones ont mis en pratique les techniques précédemment enseignées et de constater d'autre part la forte implication des producteurs dans l'utilisation des bonnes pratiques EOA. C'était l'occasion d'aborder des contraintes au niveau des producteurs. Concernant le terrain, sur une large superficie, le travail d'entretien est plus grand et le sarclage plus difficile.



Photo 7 : Vue séquentielle des participants à Djidja et à Glazoué

⇒ **Activité 6 : Formation des producteurs leaders sur la technique de miniset de reproduction biologique de la banane et de la banane plantain**

La formation des producteurs sur les bonnes pratiques de production de banane/plantain biologiques a été marquée par une visite de terrain suivi de la formation. Elle a eu lieu dans la région de Tori, Djanglanmin et Akpro-missrété et a été faite au profit de plus de 90 producteurs.

Il a été présenté aux participants, les différentes installations faites sur le terrain et les techniques de multiplication de rejet de bananes. Cette formation a permis aux participants de comprendre les différentes étapes d'installation d'une bananeraie en utilisant la méthode PIF d'une part et celle de miniset d'autre part.



Photo 8 : Vue séquentielle des participants à Tori, Djanglanmin et Akpro-Missrété

⇒ **Activité 7 : Suivi-évaluation d'adoption des techniques de production de banane et de soja biologique par les producteurs formés. Grand sont les défis à mener pour inciter plusieurs acteurs à l'AEB**

L'objectif général de cette mission était d'apprécier le niveau d'adoption des techniques de production de banane et de soja biologique par les producteurs formés.

Cette mission de suivi a permis d'apprécier le niveau de respect des engagements pris par les producteurs lors des formations, la mise en application des techniques de production biologique. Une satisfaction totale des acteurs formés a été exprimée et le pilier 2 se rassure du fruit de ses actions pour la promotion de l'AEB au Bénin. L'équipe de la mission a parcouru toutes les zones échantillonnées (Aklampa, Djidja, Tori, Akpro Missrété, Djanglamey) pour constater la mise en œuvre effective des activités par les producteurs formés sur le terrain et des échanges ont été effectués pour une collecte efficace de données. À travers les données collectées, les progrès réalisés au niveau des effets ont été évalués et les contraintes qui persistent dans la mise en œuvre du Projet ont été identifiées. Il reste néanmoins des efforts à fournir pour qu'un large public adopte réellement les pratiques de l'AEB.

⇒ **Activité 8 : PASCIB, 2e de la catégorie amateur du Festival International de Films et de communication sur l'Agriculture (FIFA) 2022**

⇒ **Activité 9 : Participation de la PASCiB à la sixième édition des Rencontres Internationales des Courts Métrages pour l'Agriculture (RICMA), du 15 au 17 novembre 2022 au siège de la Fédération des unions de producteurs (FUPRO) du Bénin.**

La PASCiB à travers l'Initiative EOA s'évertue depuis 2017 à renforcer les capacités des producteurs, transformateurs, et/ou des commerçants sur les bonnes pratiques de production en Agriculture Ecologique et Biologique. Ces renforcements de capacités sont orientés vers les filières tomate bio, banane plantain bio et soja bio. La PASCiB développe à cet effet des ressources de compétences (boîte à images, fiche technique, manuel de formation, vidéos de formations...) qu'elle met à la disposition des producteurs, transformateurs et/ou des commerçants pour l'appropriation et la mise en application. Dans le cadre de la compétition FIFA édition 2022, organisée par la FUPRO deux des ressources de compétences (vidéo) de la PASCiB ont été présélectionnées. Après appréciation du contenu des vidéos présélectionnées par le jury, la PASCiB s'est retrouvée à la deuxième place de la catégorie "amateur" de la compétition. Ceci lui a valu un trophée et une attestation pour la prouesse de ses actions de renforcements de capacités.



Photo 9 : Vues séquentielles du déroulement de la cérémonie de remise de prix

⇒ **Activité 10 : Séance de travail avec les évaluateurs externes de l'initiative EOA**

Le 22 septembre 2022 dans les locaux de la PASCiB au Bénin s'est tenu une séance d'échange avec les évaluateurs de l'Initiative EOA, le Secrétaire Permanent de PASCiB, la Chargée du projet EOA et les experts de la PASCiB. Les évaluateurs Marcus AHEUR et Jouhaina RIAHI du FIBL en Suisse ont abordé diverses zones d'ombres que le SP et la Chargée de projet ont éclairées. En effet, après une présentation par le Secrétaire Permanent, de la PASCiB dans son entièreté, la Chargée de Projet EOA a mis en avant les résultats de la Plateforme en tant que Pilier 2 'Information, Communication et Vulgarisation' de l'Initiative EOA. Suite à cela, les évaluateurs ont présenté leurs préoccupations sur :

- Les techniques de prises en compte des acteurs réellement touché par les actions du pilier pour connaître les indicateurs ;
- La gestion des fonds mis à disposition pour la réalisation du projet au Bénin ;
- Les rapports entre la PASCiB et ses différents membres ;
- La gestion de l'agenda entre les différents projets de la PASCiB et le Projet EOA.

Toutes ses préoccupations ont eu des réponses claires et satisfaisantes pour les évaluateurs. La séance s'est donc clôturée par la diffusion de vidéos réalisées par la PASCiB dans le cadre de la sensibilisation à l'Agriculture Ecologique et Biologique. Les évaluateurs sont donc partis satisfaits avec des fiches sur les actions de pilier 2 et des documents informatifs sur la PASCiB.



Photo : Vues séquentielles de séance de travail avec les évaluateurs

⇒ **Activité 11 : Organisation de l'atelier de formation des ONG recrutées dans le cadre des Conventions de Partenariat PASCiB- BENKADI et des CSPDL des Communes d'interventions de BENKADI-BENIN.**

Du 20 au 24 juin 2022, s'est tenu à l'Hôtel « Bel Azur » de Grand Popo, l'atelier de formation des ONG recrutées dans le cadre des Conventions de Partenariat PASCiB- BENKADI et des CSPDL des Communes d'interventions de BENKADI-BENIN.

Les principaux résultats obtenus au cours de cet atelier qui a connu, la participation effective de 16 agents d'ONGs et 10 Chefs Service Planification et Développement Local (CSPDL) sont les suivants :

- le personnel clé dégagé pour la mise en œuvre de Benkadi-Bénin dans chacune des communes d'intervention est capable d'accompagner les acteurs communaux en matière de planification participative et inclusive, de conduite de plaidoyer & lobbying d'une part et de prise en compte l'AbE et ses enjeux d'autre part ;
- les Chefs Service Planification et Développement Local (CSPDL) des 10 communes d'intervention de Benkadi Bénin ainsi que le cadre de la Direction des Collectivités Territoriales (responsable du processus de relecture et d'actualisation du guide d'évaluation et d'élaboration des PDC), ont compris les enjeux de la participation citoyenne et de planification orientée AbE et peuvent appuyer leur prise en compte dans les PDC nouvelle génération ;

- Le personnel clé dégagé pour la mise en œuvre de Benkadi-Bénin dans chacune des communes d'intervention est capable d'expliquer le cadre de résultat de Benkadi et d'adopter les meilleures pratiques dans le cadre de leur rôle de facilitation des interventions du projet à la base.

Les participants ont donc été outillés sur les principes et outils de suivi évaluation de BENKADI, l'appropriation du cadre de mesure des résultats, du journal des incidences, les techniques de collecte et de vérification de la fiabilité des données, les orientations stratégiques pour la prise en compte de la dimension genre et inclusion dans leurs activités et pour finir les canevas de rapportage et d'élaboration des TDRs. Ils ont tous promis restituer leur formation à la base auprès de leurs collègues et autres responsables hiérarchiques. Pour ce faire une feuille de route a été validée pour les suites à donner après l'atelier.

Cette activité phare a donc permis d'aguerrir les ONG partenaires pour le démarrage effectif des activités de terrain.

⇒ **Activité 12 : Atelier d'échanges des OSC avec le MCVDD pour l'analyse de l'implication de la Société Civile dans la gouvernance des Aires Marines Protégées (AMP).**

Les 28 et 29 Juin 2022, s'est tenu à l'Hôtel « Bel Azur » à Grand Popo, l'atelier d'échanges des OSC avec le Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD) pour analyse de l'implication de la Société Civile dans la gouvernance des Aires Marines Protégées (AMP).

Les principaux résultats obtenus au cours de cet atelier qui a réuni vingt et une (21) OSC du Bénin, engagées dans les questions de protection de l'environnement et d'adaptation aux changements climatiques, se présentent comme suit :

Les participants ont une connaissance détaillée des AMP et des Réserves de Biosphères de l'Ouémé et du Mono avec des notions de gouvernance participative ;

Une clarification des situations juridiques dans et autour des AMP, ainsi qu'une prise de conscience, par les autorités responsables des AMP, des nouvelles articulations de pouvoirs issus de la décentralisation et des situations de pouvoir localisé est faite ;

Les participants se sont appropriés le décret N°2022-033 du 05 janvier 2022 portant protection des AMP ainsi que les préoccupations des organisations à la base liées aux questions d'adaptation basées sur les écosystèmes ;

Les stratégies à mettre en œuvre pour élaborer les actes légaux d'existence et de gouvernance de ces aires sont définies et assortie d'une feuille de route.

En marge de cet atelier, BENKADI apportera aussi son soutien à une organisation (l'ONG "Land and Health Association") qui a reçu officiellement l'accréditation de YOUNGO (l'unité officielle des jeunes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques - CCNUCC) pour organiser du 6 au 8 Octobre 2022, la Conférence Locale de la Jeunesse (COY). La COY est organisée chaque année immédiatement avant la Conférence annuelle des Parties (COP) de la CCNUCC. LA COY offre un espace crucial pour que les jeunes se réunissent pour le réseautage, la formation thématique et la préparation pour s'engager efficacement dans la COP et d'autres processus des Nations Unies liés au changement climatique, à la protection de l'environnement et au développement durable.

Ceci permettra aussi de participer activement à la rédaction de la **Note de position** qui sortira de cette conférence locale entre les jeunes engagés sur les Changements climatiques en prélude à la COP sur les changements climatiques. Ceci conformément à l'exigence N°4 contenue dans la lettre d'approbation « les COY rédigent et publient un document de sortie qui reflète les points de vue des jeunes participants sur les processus de la CCNUCC, les questions de politique nationale ou d'autres sujets liés aux changements climatiques ou au développement durable ».

- Une feuille de route a été validée pour les suites à donner en ce qui concerne le renforcement et la formalisation de la collaboration entre les OSC et le MCVDD pour la gouvernance des AMP et la protection des écosystèmes.

⇒ **Activité 13 : Organisation de l'atelier de renforcement des capacités des comptables et superviseurs des ONG partenaires d'exécution sur les règles et outils d'une bonne gestion comptable et financière.**

Au cours de cet atelier qui s'est tenue à Godomey, les 25 et 26 août 2022, les Directeurs Exécutifs, les Comptables et les Superviseurs des ONG partenaires :

- se sont appropriés les procédures de justification des dépenses de Benkadi et les outils comptables/financiers y afférents ;
- ont fait valider leurs fiches explicatives des budgets détaillés des activités à réaliser ;
- ont harmonisé leurs compréhensions sur l'utilisation des lignes de crédits avec la nature des pièces justificatives de dépenses à produire.

⇒ **Activité 14 : Organisation d'un atelier d'échanges et de concertation avec les ONG partenaires sur la Note de capitalisation des thématiques (Leadership du Sud, Changements climatiques, AbE, Genre et Renforcement des capacités)**

La formation des ONG partenaires s'est tenu les 16 et 17 septembre 2022 à l'hôtel Bel Azur de Grand-Popo. Ce creuset a réuni les DE et superviseur des 7 ONG partenaires du Projet Benkadi. De façon précise des outils et des repères sont mis à la disposition de chacun des participants pour préparer et concevoir une démarche de capitalisation dans une perspective d'apprentissage et d'appliquer les acquis pour capitaliser sur les thématiques de leadership du Sud, Changements climatiques et AbE, Renforcement des capacités et le genre. Les différents travaux de groupe ont permis de valider les thématiques ci-après :

Leadership du sud : capitalisation des bonnes pratiques

Changements climatiques/ AbE et utilisation des intrants organiques pour la restauration des sols en maraichage : Capitalisation des bonnes pratiques.

Renforcement des capacités et démarche de restitution des modules de formation : capitalisation des expériences (traduction langues locales).

Accès durable des femmes et des jeunes aux ressources productives : capitalisation des bonnes pratiques.

⇒ **Activité 15 : Organisation d'un atelier de renforcement des capacités des OSC pour la facilitation de l'accès aux fonds verts sur le climat et l'environnement**

Les 15 et 16 septembre 2022 s'est déroulé à l'hôtel chez THEO de Possotomè l'atelier de renforcement des capacités sur la finance climatique et autres fonds soutenant la GDT au Bénin : opportunités pour les ONG pour la promotion de l'AbE. De façon générale, les capacités institutionnelles et techniques de 39 ONG en matière de financement climatique et d'investissement vert sont renforcés pour les outiller à mieux contribuer à l'AbE au Bénin. Les principaux résultats obtenus au cours de cet atelier sont ci-après.

Les 39 ONG ont résolument décidé de :

- Poursuivre nos efforts dans la mobilisation des ressources pour le climat au regard des défis de plus en plus grands et pour les bénéficiaires des populations et de la biodiversité ;
- Mutualiser nos efforts pour le partage de l'information et des connaissances dans les processus de mobilisation de ressources nécessaire au développement des projets climats au Bénin ;
- Accompagner le dispositif de mise en place et l'améliorer pour l'atteinte des objectifs d'accroissement des fonds annuellement mobilisés par et pour les ONG destinées aux initiatives environnementales.

⇒ **Activité 16 : Organisation d'un atelier de renforcement des capacités des cadres des directions techniques et départementales des ministères, des Secrétaires Généraux des préfectures, des Secrétaires Exécutifs et des RPD des Mairies des Communes d'interventions de BENKADI-BENIN**

Cet atelier de formation a été réalisé du 19 au 23 septembre 2022 à Grand-Popo. Il a regroupé 44 participants (cadres des ministères, SG de Préfectures, 10 SE et RDLP des Mairies).

L'atelier a atteint les résultats suivants :

- ✓ Les capacités de 44 cadres des ministères et structure locales (Mairie DDAEP, Préfectures ont été amélioré sur les fondements de la gouvernance participative, les mesures d'adaptation aux changements climatiques et de leur prise en compte dans les documents de planifications à divers niveaux pour un développement socio-économique et environnemental acceptables au profit des communautés touchées ;
- ✓ Tous les modules de formation ont été déroulés ;
- ✓ Les participants ont une large connaissance de la GoPa ;
- ✓ Les participants ont une large connaissance des CC, des aléas et des variations climatiques dans le monde et en particulier du Bénin
- ✓ Les participants se sont appropriés et étapes et les techniques d'identification et de prise en compte des actions d'atténuation/atténuation/résilience dans les PDC,
- ✓ Les participants se sont appropriés la démarche et les techniques de prise en compte de la GoPa dans tous les différents modes de gouvernance
- ✓ Les échanges divers sur le développement personnel ont été faites de manières transversales en vue d'assurer une prise de conscience signification du dérèglement du climat tant au niveau mondial que local.

⇒ **Activité 17 : Organisation d'un atelier préparatif du processus d'élaboration du Plan d'Aménagement et de gestion des AMP de Donaten et Bouche du Roy.**

Les 22 et 23 Septembre 2022, s'est tenu à l'Hôtel « Bel Azur » à Grand Popo (Mono/ République du Bénin), l'atelier d'échange des parties prenantes pour l'élaboration du plan d'Aménagement et de Gestion des Aires Marines Protégées (AMP) de Donaten et Bouche du Roy (Bénin). Il a été organisé par le CENAGREF avec l'appui du projet BENKADI et la Plate-forme des Acteurs de la Société Civile du Bénin (PASCiB) en respect des recommandations de l'atelier d'échanges des OSC avec le MCVDD pour l'analyse de l'implication de la Société Civile dans la gouvernance des Aires Marines Protégées (AMP) et en prélude au processus de prise d'un décret ministériel sur l'AOF du comité de gestion des AMP). Il a connu la participation des acteurs institutionnels en charge de la gestion des AMP, les collectivités territoriales, les représentants des communautés locales, les responsables des ONGs et les personnes ressources.

Les résultats atteints sont les suivants :

- l'état des lieux de la gouvernance des AMP est connu de tous les acteurs ;
- les outils de gestion des AMP sont identifiés ;
- les participants ont pris connaissance des résultats des évaluations IMET des AMP ;
- la feuille de route pour l'élaboration du PAG est adoptée.

⇒ **Activité 18 : Organisation d'un atelier un atelier de renforcement des capacités du personnel technique de la PASCiB en Gestion axée sur les Résultats de Développement (GRD), IRR et Team building.**

Cet atelier de formation a financé et réalisé par le Projet Benkadi du 19 au 23 septembre 2022 à Grand-Popo. Il a contribué à la formation et au recyclage du personnel technique du secrétariat permanent de la PASCiB sur la Gestion axée sur les Résultats de Développement (GRD), les initiatives à résultats rapides (IRR) et le Team building (TB).

⇒ **Activité 19 : Organisation d'un atelier de formation des ONG partenaires de mise en œuvre de Benkadi Bénin sur la note de capitalisation et travaux sur l'élaboration de notes de capitalisations**

En tout, 14 participants de sept ONG partenaires de Benkadi intervenants dans 10 communes du Bénin ont été renforcés pour mieux capitaliser sur les expériences acquises dans la mise en œuvre du projet Benkadi. Des outils et des repères sont mis à la disposition de chacun des participants pour préparer et concevoir une démarche de capitalisation dans une perspective d'apprentissage et d'appliquer les acquis pour capitaliser sur les thématiques de leadership du Sud, Changements climatiques et AbE, Renforcement des capacités et le genre. Les différents travaux de groupe ont permis de valider les thématiques ci-après :

Leadership du sud : capitalisation des bonnes pratiques

Changements climatiques/ AbE et utilisation des intrants organiques pour la restauration des sols en maraichage : Capitalisation des bonnes pratiques.

Renforcement des capacités et démarche de restitution des modules de formation : capitalisation des expériences (traduction langues locales).

Accès durable des femmes et des jeunes aux ressources productives : capitalisation des bonnes pratiques.

⇒ **Activité 20 : Organisation d'un atelier d'échanges et de renforcement de capacité des parlementaires sur la gouvernance climatique et les enjeux de l'adaptation basée sur les écosystèmes comme moyen efficace du renforcement durable de la résilience des communautés vulnérables face aux effets néfastes des changements climatiques**

La rencontre s'est tenue en présentiel en un atelier de deux jours et a été marquée le premier jour par des travaux préparatoires à soumettre à la plénière et le second jour par trois (03) communications animées par des personnes ressources et suivies de débats et commentaires des participants. Elle a connu la présence du Premier Vice-Président de l'Assemblée Nationale, l'honorable Robert GBIAN, du Directeur régional du projet Benkadi, Sylvestre TIEMTORE, du Directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche, le Dr. Dossa AGUEMON, de la Directrice de cabinet du ministre du Cadre de vie et du Développement Durable, Mme Jeanne Adanbiokou AKAKPO, du Président du Conseil d'administration de la PASCiB, Le Dr Aurélien ATIDEGLA et de l'honorable Ernest MEDEWANOU, Coordonnateur du Réseau des parlementaires pour la population et le développement. On prit part à cet atelier, une trentaine de députés, une quinzaine de fonctionnaires et assistants parlementaires et le personnel de la PASCiB sur la gouvernance climatique au Bénin.

Au terme des travaux de l'atelier, les parlementaires

- ✓ Ont une meilleure compréhension des enjeux de la gouvernance participative inclusive dans les processus de lutte contre les changements climatiques et s'engagent à y porter une attention particulière dans la poursuite de l'amélioration du cadre législatif au niveau du secteur du cadre de vie, de l'agriculture et des ressources en eau ;
- ✓ Sont capables d'expliquer les enjeux de l'Approche d'Adaptation basée sur les écosystèmes et s'engagent à appuyer sa promotion dans la poursuite de l'amélioration du cadre législatif au niveau du secteur du cadre de vie, de l'agriculture et des ressources en eau ;
- ✓ Se sont appropriés les outils d'appui de la PASCiB à la redevabilité tels que le Contrôle Citoyen et l'évaluation citoyenne des interventions de développement dans le secteur agricole et la nécessité de leur mise à échelle dans les secteurs du cadre de vie, des ressources en eau et de la décentralisation ;
- ✓ Ont adopté un communiqué final marquant la disponibilité des parlementaires à accompagner le projet Benkadi et par ricochet la prise en compte des enjeux d'AbE dans la poursuite de l'amélioration du cadre législatif au niveau des secteurs du cadre de vie, de l'agriculture, des ressources en eau et de la décentralisation.

⇒ **Activité 21 : Organisation d'un atelier d'échange des parties prenantes pour l'intégration de la dimension des changements climatiques dans la gouvernance des Réserves de Biosphère de la Basse Vallée de l'Ouémé et du Mono (Bénin)**

Cet atelier a eu lieu les 14 et 15 décembre 2022 à l'Hôtel « Bel Azur » à Grand Popo (Mono/ République du Bénin). Il a connu la participation des acteurs institutionnels en charge de la gestion des réserves de biosphère, les collectivités territoriales, les représentants des communautés locales, les responsables des ONGs.

Partant de ces objectifs spécifiques, les résultats ci-après sont obtenus :

- ⇒ l'état des lieux de la gouvernance des deux réserves est connu de tous les acteurs ;
- ⇒ les participants se sont appropriés l'importance de la notion d'AbE dans la gouvernance des réserves naturelles ;
- ⇒ une feuille de route portant sur l'identification des actions concrètes d'AbE par réserve de biosphère pour l'actualisation des PAG des deux réserves est adoptée.

Les recommandations ci-dessous ont été formulées au terme de l'atelier :

- ⇒ intégrer les sites de Sazué (Grand-Popo), Djifri, Tannou et la marre aux crocodiles (Aplahoué), corridor écologique intercommunal (Dogbo, Djacotomey et Toviklin), Dévé et Togbadji et autres, dans la réserve de Biosphère du Mono
- ⇒ procéder à l'évaluation du PAG échu de la réserve avant l'actualisation
- ⇒ tenir rigueur au respect des délais contractuels par le commanditaire et le consultant pour une meilleure implication des communautés locales dans les différentes étapes d'élaboration du PAG.

⇒ **Activité 22 : Organisation d'un atelier bilan de la participation des OSC béninoises aux COP 2022 des Conventions de Rio : Désertification, Changements Climatiques et Biodiversité, quels enjeux pour le Bénin ?**

Les 28 et 29 Décembre 2022 s'est tenu dans la salle ATACORA de l'hôtel Bel -AZUR Grand-Popo l'atelier bilan de la participation des OSC béninoises aux COP 2022 des conventions de rio : désertification, Changements Climatiques et Biodiversité, quels enjeux pour le Bénin ?

Étaient présents à l'atelier les acteurs étatiques, les élus locaux, les Organisations de la Société Civile et les personnes ressources.

Au terme des échanges et de la mise en commun des résultats des travaux de groupe, une feuille de route a été adoptée et s'articule autour de six axes à savoir :

- ⇒ la dissémination des résultats de l'atelier de Grand-Popo ;
- ⇒ la constitution d'un répertoire des OSC ;
- ⇒ la dynamisation de cadre de concertation des OSC ;
- ⇒ le renforcement des capacités pour une appropriation des conventions (processus d'accréditation, stratégie : renforcement de capacité) ;
- ⇒ le renforcement de capacités sur la mobilisation des ressources ; et
- ⇒ la documentation de la contribution des OSC aux différentes COP.

⊗ *Axe 2 Efficacité du développement*

Les activités de veille citoyenne de la PASCiB se résument à l'exercice du Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP), la mise en place et le suivi des mécanismes de redevabilité.

La Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB) conformément à son rôle dans le secteur agricole a poursuivi durant l'année 2022 ses actions de veille citoyenne, de plaidoyer, d'appuis/conseils, de renforcement de capacité, afin de garantir l'efficacité des interventions dans le secteur agricole. À ce titre, les interventions de la PASCiB au cours de l'exercice 2022 ont touché plusieurs catégories d'acteurs énumérés dans le PTBA 2022.

⇒ **Activité 1 : Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Accès au Marché (PADAAM)**

Le Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Accès au Marché (PADAAM) est l'un des projets du Programme Cadre des interventions du FIDA en milieu rural au Bénin (ProCAR) inscrit dans les projets du Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche (MAEP). Il intervient selon l'approche « faire-faire » principalement dans les Pôles de Développement Agricole (PDA) 4, 5, 6 et 7 à travers la maîtrise d'ouvrage déléguée, les conventions ou contrats avec les bénéficiaires et partenaires stratégiques et à travers trois composantes à savoir, 1) le Renforcement de partenariats et création de valeur ajoutée ; 2) l'Amélioration de la productivité et de la production agricole et 3) Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs. Au titre de l'exercice 2022, la PASCiB a effectué pour le compte du PADAAM deux missions de suivi, l'une courant Août-septembre et l'autre en Octobre. Ces missions ont été effectuées par les experts de la PASCiB composés des techniciens du secrétariat permanent et des personnes ressources donc les compétences cadrent avec les centres d'intérêts des dites missions. Les rapports détaillés de ces missions avec les constats précis et les recommandations à l'endroit des parties prenantes ont été envoyés à l'UGP pour les dispositions à prendre pour une bonne poursuite d'interventions du projet et une atteinte effective des objectifs.

Généralement les deux missions de suivi à l'endroit du PADMAR ont permis de se rendre de la bonne marche des activités du projet avec une bonne collaboration entre les acteurs et une disponibilité de l'UGP en cas de besoin. Aussi il a été noté des avancées notables compte tenu des constats de la dernière mission notamment la reprise d'activités par certains partenaires stratégiques en cessation d'activités, la bonne poursuite des opérations de ravitaillement en intrant des producteurs par le dispositif « fonds levier » mis en place par le projet à cet effet, la mise en œuvre du conseil agricole par le biais des faitières des producteurs et des Facilitateurs Polyvalents (FaP) recrutés par le projet, le recrutement des Opérateurs Privés Spécialisés (OPS) pour l'accompagnement des producteurs dans l'élaboration des plans d'affaires afin de profiter des opportunités de financements disponibles, etc. Néanmoins quelques goulots persistent et méritent des actions particulières. Au titre de ceux-ci, on peut citer, la lenteur dans le traitement des correspondances par l'UGP qui retarde la réalisation des activités à temps par certains partenaires, les conditions trop rigoureuses de la banque mondiale qui compliquent la collaboration avec certains partenaires (DDAEP, ESOP), le retard dans la réalisation des infrastructures (magasins, aires de séchage, aménagements hydro-agricoles, pistes rurale), etc. Face à ces divers constats, les recommandations utiles pour l'amélioration de la situation ont été faites à l'endroit des acteurs concernés.



Vues séquentielles d'échange avec quelques acteurs et de visite de site lors de la mission PADAAM

⇒ **Activité 2 : Le Projet d'Appui à la production vivrière et de renforcement de la Résilience (PAPVIRE-ABC)**

Le Projet d'Appui à la Production Vivrière et de Renforcement de la Résilience (PAPVIRE-ABC) est une initiative du gouvernement béninois et co-financé par lui et le Fonds GAFSP dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la réduction de la pauvreté. C'est un projet qui couvre 3 départements (Alibori, Borgou, Collines), neuf (09) Communes (Bantè, Glazoué, Ouèssè, Tchaourou, N'Dali, Kalalé, Karimama, Banikoara, Gogounou) et qui est mis en œuvre sous la supervision de la Banque Africaine de Développement (BAD). Il couvre trois (03) composantes à savoir i) Appui aux Infrastructures Rurales (AIR), ii) Développement des Chaînes de Valeurs Agricoles et Résiliences (DCVAR), iii) Gestion du Projet et cible prioritairement les communes fragiles et défavorisées sur le plan économique, social et environnemental, mais dotées d'un important potentiel agricole et piscicole. Le PAPVIRE est venu à son terme en décembre 2021 après cinq (5) ans de mise en œuvre et a bénéficié d'une prolongation de quelques mois pour permettre à l'UGP de régler les dernières formalités. Durant ses cinq (5) années de mise en œuvre la PASCiB est intervenue aux cotés de l'UGP du PAPVIRE-ABC afin de veiller au respect des engagements des parties prenantes du projet. À ce titre, la PASCiB a effectué plusieurs missions de suivi sur les divers champs d'intervention du projet et à chaque mission le rapport a été élaboré assorti de recommandations et les appuis/conseils nécessaires à divers niveaux ont été apportés. Ces interventions combinées ont permis d'obtenir des résultats concrets (18 magasins de stockage soit 9 de 500T et 9 de 1000T construite et entièrement achevés, 3 boutiques d'intrants entièrement achevées, 1 Minie rizerie construite et entièrement achevée, 8 retenues d'eaux entièrement aménagées avec équipement solaire, ceinture de sécurité et abreuvoir, une centaine d'aménagement hydro agricole réalisée, etc.) qui nécessitent un suivi rigoureux pour une gestion efficiente et pérenne. C'est à ce titre que la PASCiB en collaboration avec l'UGP du PAPVIRE a initié et effectué une tournée d'échange et d'analyse des dispositions de consolidation et de pérennisation des acquis de PAPVIRE-ABC avec les mairies bénéficiaires. L'objectif de cette tournée est d'échanger et d'analyser les dispositions de consolidation et de pérennisation des acquis de PAPVIRE-ABC avec les mairies bénéficiaires du projet. Cette tournée s'est effectuée avec les responsables de l'ensemble des communes des projets en présence des bénéficiaires et agents des directions déconcentrées du MAEP ou des échanges ont aboutis à des résolutions qui présagent une prise de conscience des mairies quant à leur responsabilité dans la gestion de ces infrastructures. Néanmoins certains constats ont été fait notamment le faible fonctionnement des comités de gestion mis en place pour la gestion des infrastructures, la faible implication des mairies dans la gestion de ces infrastructures bien qu'étant membre des comités de gestion installées voire même l'auteur des décrets d'installation desdits comités. Face à ces constats les clarifications nécessaires ont été apportées par les experts de la PASCiB sur place et les recommandations pour des solutions rapides ont été formulées à l'endroit de qui de droit.



Vues séquentielles de photo de famille après séance à Kandi et de séances d'échange entre acteurs durant la tournée

⇒ **Activité 3 : Projet de Développement Des Périmètres Irrigués en Milieu Rural (PDPIM)**

Le Projet de Développement des Périmètres irrigués en Milieu rural (PDPIM) est une initiative du gouvernement béninois, cofinancé par la Banque Islamique de Développement (BID) qui vise l'amélioration de la terre par l'aménagement des bas-fonds, la création de petits périmètres irrigués, la lutte antiérosive, la valorisation de l'eau par la création de fermettes irriguées autour des puits à grands diamètres et des retenues d'eau. Il intervient dans cinq départements (Alibori, Atacora, Borgou, Collines, Zou), dix-huit-neuf (19) communes (Karimama, Gogounou, Boukoumbé, Matéri, Kouandé, Pehunco, Nikki, Bembèrèkè, Pèrèrè, Tchaourou, Sinendé, Ouèssè, Bantè, Savalou, Savè, Glazoué, Dassa-Zoumè, Djidja, Zangnando, Zogbodomey) et s'articule autour de quatre (04) composantes que sont (i) le développement agricole par l'aménagement des terres agricoles et accès aux équipements agricoles et au marché (ii) le renforcement des capacités et appui institutionnel (iii) l'appui financier aux producteurs à travers la microfinance participative islamique de la BID et (iv) l'appui à la gestion du projet. Une seule mission a été effectuée par la PASCiB pour le compte du PDPIM au titre de l'année 2022 courant juin –juillet 2022 à la suite de celle de Janvier 2020. Le principal constat fait durant cette mission concerne le retard dans l'exécution des travaux par les entreprises adjudicataires alors que le Projet s'achemine vers sa clôture avec un arrêt des activités de terrain fixé pour au plus tard le dernier trimestre 2022. En effet, après échange avec les différentes parties prenantes du projet et la visite des sites, la mission a observé qu'à part quelques aires de séchages et forages avec dispositif solaire réceptionnées provisoirement, les autres infrastructures à réaliser par le projet demeurent en souffrance, certains en cours de réalisation avec lenteur (retenue d'eau), d'autres à l'étape d'amorce (aménagement et pistes) et d'autres encore carrément à l'abandon (complexe magasin-aire de séchage-latrine). Comparativement à la dernière mission de Janvier 2020 il faut dire que le niveau d'évolution est très mitigé et nécessite des actions urgentes surtout compte tenu de la fin imminente du projet. Les experts de la PASCiB ayant effectué la mission ont adressé les recommandations à qui de droit pour une mise en œuvre immédiate qui met chaque partie prenante face à ses responsabilités.



Vues séquentielles de visite de terrain et d'échange sur un site après visite

⇒ **Activité 4 : Projet d'Appui à la Compétitivité des Filières Agricoles et à la Diversification des Exportations (PACOFIDE)**

Le Projet d'appui à la Compétitivité des Filières Agricoles et à la Diversification des Exportations (PACOFIDE) est initié par le Gouvernement béninois à travers le MAEP pour contribuer à la mise en œuvre du Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole (PSDSA), mais surtout contribuer à la réalisation du Programme d'Action du Gouvernement (PAG), notamment en ce qui concerne la compétitivité des filières agricole pour faire du Bénin une puissance agricole et du secteur, le principal levier de développement économique, de création de richesses et d'emplois. À travers ce projet, le gouvernement ambitionne d'améliorer la compétitivité et l'accès au marché d'exportation des chaînes de valeur des filières ayant un potentiel d'exportation connu, notamment la noix de cajou, l'ananas, le riz et certaines cultures horticoles. Il est structuré en cinq composantes qui touchent i) la promotion d'un environnement favorable au développement du secteur agroalimentaire et des exportations ; ii) l'amélioration de la compétitivité des chaînes de valeur ciblées ; iii) la promotion des investissements du Secteur Privé ; iv) l'appui institutionnel et gestion du projet ; et v) la Contingence pour réponse d'intervention urgente (CERC). Les principaux groupes cibles sont les opérateurs économiques (150.000 bénéficiaires directs) et les agences et institutions notamment i) les institutions de recherche et développement, les organisations professionnelles intervenant dans les chaînes de valeur ciblées, les laboratoires ; ii) les organisations commerciales (fournisseurs de services critiques, entreprises de logistique, compagnies d'assurance, ONG, chambres professionnelles) ; et iii) les institutions financières et cabinet de services conseils qui appuient les investisseurs dans la préparation des plans d'affaires. Le PACOFIDE intervient principalement dans le Pôle 4 pour l'anacarde et le Pôle 7 pour l'ananas, mais pour la réalisation des CRE couvre tous les 7 regroupés en trois zones : Nord (Pôles 1, 2,3), Centre (Pôle 4) et Sud (Pôles 5, 6,7).

Pour répondre aux exigences du cadre institutionnel d'orientation et de suivi du secteur agricole et exercer le mandat à lui conférer par ledit cadre, la PASCIB collabore avec l'UGP du PACOFIDE ou il lui apporte divers appuis aussi bien en termes de renforcement de capacité que de suivi des interventions. Ainsi, au titre de l'année 2022, trois activités ont été menées pour le compte du PACOFIDE à raison d'une mission de Suivi contrôle citoyen et deux ateliers soit un de renforcement de capacité et un de concertation citoyenne.

La première de toutes ces activités a été la formation des partenaires du projet sur la Gestion axée sur les résultats de développement (GRD). Cette activité a été réalisée dans la période de novembre 2021 à Janvier 2022 et a regroupé par vague les partenaires du projet en atelier de formation sur la GRD avec pour objectif, faire approprier les outils de la GRD et des mécanismes appropriés de redevabilité mutuelle aux parties prenantes du projet. En général, ces ateliers ont permis aux divers acteurs du projet d'approfondir leur connaissance ou se familiariser avec la GRD pour une collaboration efficace entre acteurs et une mise en œuvre réussie du projet.

La deuxième activité a été la mission de suivi contrôle citoyen des interventions du PACOFIDE. En effet, environ un an après son lancement, la PASCiB a estimé qu'il serait important d'échanger avec les parties prenantes du projet afin de s'imprégner de l'évolution de la mise en œuvre du projet, notamment en termes de respect des engagements de mise en route, de collaboration entre acteurs et apporter éventuellement les solutions aux goulots qui seraient identifiés et proposer si possible des solutions. Cette activité a été effectuée courant Juin-Juillet 2022 et a permis à la PASCiB de relever les points positifs et négatifs dans cette phase de mise en route du projet et de faire les recommandations nécessaires à l'endroit des acteurs concernés pour une bonne continuation des interventions du PACOFIDE.

La troisième et dernière activité menée par la PASCiB pour le compte du PACOFIDE au titre de l'année 2022 a été l'organisation des rencontres de concertation citoyennes et d'analyse de progrès des Partenaires Stratégiques dans le cadre de la mise en œuvre des conventions avec le PACOFIDE.

L'objectif de ces rencontres est de contribuer à la mise en œuvre efficace des activités des partenaires stratégiques du projet et favoriser l'atteinte des résultats de développement escomptés à travers des ateliers entre partenaires stratégiques du projet pour i) échanger sur leurs principales activités et sur les difficultés qui entravent la mise en œuvre cohérente et efficace de leurs conventions ; ii) analyser les approches de solutions appropriées aux éventuelles difficultés identifiées ; iii) analyser les dispositions de synergie et de complémentarité d'actions dans la mise en œuvre des PTBA des diverses partenaires pour plus d'efficacité des interventions du projet et faciliter le partage des expériences réussies des Partenaires stratégiques en matière de mise en œuvre des conventions. Cette activité s'est déroulée par région et a regroupé les acteurs par filière. À l'issue de cette activité, un rapport synthèse des deux ateliers régionaux a été élaboré et fait le pont des principaux points abordés, des résolutions ainsi que des recommandations formulées par les participants.

⇒ **Activité 5 : Suivi contrôle citoyen périodique des interventions de PAIA-VO**

La PASCiB dans son PTBA 2022 a réalisé pour le compte de PAIA-VO, un atelier de formation et d'appropriation des outils simplifiés de gouvernance et de redevabilité à l'endroit de ses Partenaires Stratégiques. Cette activité s'est déroulée du mercredi 1er au vendredi 3 juin 2022 à l'hôtel Bel Azur de Grand-Popo. Les Partenaires Stratégiques de PAIAVO sont essentiellement les acteurs qui ont participé à l'atelier. Il s'agit en occurrence de UDP-O, DDAEP-O, DDCVDD-OP, DANA, DGR, DPV, DLROPEA, VFF-Agence Communication, CePED, PNOPPA, CE-MAEP, DCAIFE, CT-SAGSA, DGFEK, INRAB, UDP-AL, DDCVDD-AL, ATDA.7, DDAEP-AL, ATDA, ANAF, DDAEP-Z, DDCVDD-ZC.



Cet atelier a permis aux PS de s'approprier des outils simplifiés de GRD spécifiques à leurs engagements et obligations, de favoriser l'opérationnalisation desdits outils spécifiques aux partenaires stratégiques du projet en cohérence avec leurs obligations dans le cadre des conventions. Cet atelier s'est bien déroulé à la satisfaction de tous les PS. En effet, les partenaires stratégiques de PAIA-VO sont capables d'expliquer les outils simplifiés de GRD spécifiques aux engagements et obligations de chacun et de les exploiter pour le respect des obligations pris par chacun vis-à-vis du projet. De même, chaque partenaire stratégique est capable d'observer les règles minima de bonne gouvernance dans la mise en œuvre de son cahier de charges vis-à-vis du projet. À la fin des travaux les fiches de gestion de la convention ont été mises à la disposition de chaque partenaire stratégique et des recommandations ont été formulées à l'endroit des PS et de la PASCiB pour la bonne poursuite de la mise en œuvre des conventions avec le PAIA-VO.

Activité 6 : Projet d'Appui à la Valorisation Durable et de gestion intégrée des Périmètres Hydro-Agricoles (PAVPHA)

La PASCiB dans son rôle de veille citoyenne que lui a conféré le Cadre national d'Orientation et de suivi du secteur agricole a effectué pour le compte de projet PAVPHA, une mission d'appui suivi citoyen des activités dudit projet pour le renforcement de la veille citoyenne auprès des communautés aux fins d'assurer la bonne gouvernance autour des interventions du PAVPHA. Ladite mission s'est déroulée

courant le mois d'octobre où les experts de la PASCiB ont organisé des séances de travail avec les Techniciens Spécialisés (TS), les producteurs bénéficiaires dans chaque commune cible avec par endroit, la participation du Chef Cellule Communale suivi de sites d'exploitation. À l'issue de ces séances, la mission a fait plusieurs constats qui touchent divers aspects qui sont entre autres relatifs à la mise en valeur des aménagements comme retombées des acquis des renforcements de capacités, l'accompagnement et les appuis/conseils des techniciens du PAVPHA notamment en ce qui concerne la structuration et la formalisation des coopératives et micros entreprises, la mise en place et la gestion des équipements, l'élaboration des plans d'affaires, etc.



La mission a permis de se rendre compte des progrès réalisés en termes de mise en œuvre des activités du projet au profit des bénéficiaires et d'apprécier les contraintes ou goulots d'étranglement qui persistent depuis la dernière mission de suivi contrôle citoyen de la PASCiB d'août 2021. Au total, les résultats escomptés ont été atteints au terme de la mission. Des recommandations fortes dont la mise en œuvre s'impose pour la bonne continuation des interventions du projet ont été formulées l'endroit des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet.

☒ **Axe 3 : Gouvernance et dialogue national**

Dans la perspective de l'institutionnalisation du suivi citoyen dans les autres secteurs à l'instar du secteur agricole afin de contribuer à l'amélioration de la gouvernance, la PASCiB passe par le dialogue politique. À cet effet, plusieurs activités ont été menées pour le compte de cet axe d'intervention au cours de 2022 (Tableau 4, PTBA 2022).

⇒ **Activité 1 : Atelier d'échanges et de concertation entre PASCiB-BENKADI, les partenaires étatiques, les collectivités locales et les coopérations bilatérales et multilatérales**

Du 22 au 23 mars 2022 s'est tenue à Dassa à l'Hôtel JECO, l'atelier d'échanges et de concertation entre PASCiB- BENKADI, les partenaires étatiques, les collectivités locales et les coopérations bilatérales et multilatérales (MAEP, MCVDD, MEM, MDGL, PTF, 10 Mairies).

De façon générale, cette rencontre a créé les conditions d'une pleine participation et d'une implication effective des partenaires stratégiques dans la mise en œuvre du projet Benkadi.

En somme, l'atelier d'échanges et de concertation entre PASCiB/BENKADI, les partenaires étatiques, les collectivités locales et les coopérations bilatérales et multilatérales, a connu la présence de la majorité des acteurs invités. Les participants ont suivi avec grand intérêt les différentes présentations et ont exprimé des souhaits qui entrent dans le sens des questions de synergies et d'appui aux activités du projet Benkadi au Bénin.

Le Secrétaire permanent de la PASCiB a fait la doléance auprès des honorables députés pour le vote de la loi d'orientation du secteur agricole qui était en cours d'étude à l'Assemblée Nationale.

Les représentants successifs des députés, du MAEP, des Maires et de la Société Civile (Présidente RIFONGA) ont à tour de rôle accordé chacun une interview aux radios et télévisions présentes. Ils ont exprimé leur engagement ferme de soutenir les actions du projet BENKADI. Aussi ont-ils pris l'engagement, chacun en ce qui le concerne, de s'investir activement dans la mise en place du cadre

institutionnel pour une gouvernance participative et inclusive sur les changements climatiques avec l'intégration des mesures AbE dans les PDC nouvelle génération.

☒ **Axe 4 : Plaidoyer et Lobbying**

Pour cette année 2021, les actions de plaidoyer et lobbying de la PASCiB ont été exécutées simultanément avec d'autres activités de gouvernance, dialogue politique et même lors des missions de suivi contrôle citoyen sans qu'un budget spécial ne soit affecté à ces activités de plaidoyer & lobbying.

⇒ **Activité 1 : Atelier Désertifications 2022 : État de la désertification au Bénin et stratégies d'adaptation et planification 2022**

En prélude à la conférence des parties COP15, la PASCIB en partenariat avec L'ONG Belge Iles de Paix et OBEPAB a organisé les 17 et 18 mars 2022 un atelier multi-acteurs pour un plaidoyer commun de la société civile béninoise. L'objectif de cet atelier est de contribuer à répondre à la question sur la part de l'agroécologie dans les solutions à envisager face à la désertification et à la perte de la biodiversité. Il a été question au cours de cet atelier de cristalliser l'attention des acteurs intervenants et du public sur les enjeux du changement climatique et la gestion durable des terres, et d'engager avec les acteurs pertinents (chercheurs, universitaires, secteur public, secteur privé, organisations de la société civile, partenaires au développement) des réflexions sur les meilleures stratégies à promouvoir pour répondre à la problématique posée : « Dans quelle mesure l'agroécologie et la Gestion Durable des Terres (GDT) peuvent-elles être considérées comme solutions pertinentes face à la perte de diversité biologique ? ».

Trois grandes thématiques ont fait l'objet des communications à savoir :

- l'état des lieux de la désertification au Bénin ;
- les stratégies d'adaptation au changement climatique ;
- le renforcement de la gouvernance des systèmes alimentaires.

Aux termes de l'atelier, la vingtaine de participants, dont dix (10) OSC s'est réjoui d'avoir pris connaissance de la connexion GDT/AbE face aux enjeux de l'agriculture conventionnelle et de la perte de la biodiversité. Les organisations présentes à la rencontre se sont engagées à accompagner les communautés dans leurs actions de protection des sols par des mesures/pratiques d'AbE. Ceci est en arrimage avec la philosophie de l'agriculture écologique qui cherche à optimiser les interactions entre les sols, les plantes, les animaux, les humains et l'environnement global tout en prenant en considération les aspects sociaux qui doivent être abordés pour un système alimentaire durable et équitable.

L'atelier a retenu quelques recommandations fortes qui se présentent comme suit :

- L'instauration d'un système permettant de partage d'information sur les actions en faveur de la lutte contre la désertification au niveau de tous les acteurs concernés ;
- La mise en place d'un Groupe de Travail GDT de la société civile pour le suivi et le partage d'informations sur des activités. Ce groupe de travail se chargera de l'opérationnalisation des résolutions de l'atelier ;
- L'intégration des acteurs de Société civile dans le Comité national de lutte contre la désertification dont le MCVDD assure la gouvernance.

Cet atelier fut une grande réussite, car il a permis d'avoir une idée de la position des différents acteurs impliqués dans la lutte contre la désertification au Bénin. Il a permis d'harmoniser les différents avis de l'ensemble du consortium afin d'avoir **une position claire et constructive à défendre lors de la COP15** à Abidjan afin de lutter contre la désertification par des actions concrètes et pragmatiques aux côtés de nos communautés locales. Ceci a été traduit en une note de position.

⇒ **Activité 2 : Séance d'échanges et de concertation avec la Direction des Collectivités Territoriales (DCT)**

Le Mardi 29 mars 2022, a eu lieu dans les locaux administratifs de la Direction des Collectivités Territoriales (DCT), une séance d'échanges et de concertation avec le personnel technique et le Directeur.

Le choix porté sur cette structure est stratégique en raison de ce que la DCT constitue un point central de transit de toutes les informations sectorielles qui doivent aller à l'endroit des communes. Placée sous la tutelle du Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL), elle est chargée entre autres, de :

- Contribuer à l'élaboration des politiques, des stratégies et des textes en faveur des collectivités territoriales et d'en assurer la mise en œuvre ;
- Promouvoir la participation des citoyens à la gestion communale ;
- Élaborer, vulgariser et évaluer la mise en œuvre des outils et instruments destinés à favoriser la bonne gouvernance dans la gestion des affaires locales.

Les points d'attention parcourus lors de cette séance se présentent ainsi qu'il suit :

- l'historique, les objectifs, la mission de BENKADI et ses réalisations ;
- échange sur les axes de coopération et de synergie d'actions avec la DCT ;
- désignation d'un point focal BENKADI au niveau de la DCT.

⇒ **Activité 3 : Participation à la COP 15 sur la désertification**

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNUCCD) adoptée en 1994 et qui a pour objectif de lutter contre la désertification et d'atténuer les effets néfastes de la sécheresse dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique saharienne, a organisé sa quinzième Conférence des Parties (COP 15) à Abidjan en Côte d'Ivoire du 9 au 20 mai 2022 sous le thème « **Terre. La vie. Héritage : de la rareté à la prospérité** ». Une délégation béninoise y a pris part aux côtés des autres pays du consortium.

La participation de **BENKADI** à cet événement a permis de :

- Favoriser les échanges entre les acteurs de la société civile sur les effets néfastes du changement climatique en vue d'une position commune à défendre en faveur de l'Agroécologie ;
- Présenter le programme Benkadi, ses objectifs et sa contribution pour une terre nourricière avec l'animation d'un stand qui a enregistré un grand nombre de visiteurs ;
- Faciliter davantage la mise en réseaux des acteurs de la société civile pour la lutte contre les effets des changements climatiques ;
- Influencer les négociations lors de la COP 15 à travers les partages de positions communes de la société civile sur la désertification et la gestion durable des terres face à la perte de la diversité biologique et la nécessité de renforcer la gouvernance des systèmes alimentaires. Ceci avec l'appui des cadres du MCVDD représentants la délégation officielle du BÉNIN et qui ont aussi participé à l'événement.

La prise du **décret N°2022-033 du 05 janvier 2022 portant création des Aires Marines Protégées (AMP)**. En effet ce décret pris conformément aux recommandations de l'étude de base sur les habitats et écosystèmes de la bande côtière, vient délimiter et formaliser l'existence des aires marines qui sont désormais sous protection légale. Ceci pour répondre aussi aux préoccupations des OSC et citoyens d'être plus impliqués dans la gestion des Aires Marines Protégées.

La prise de ce décret est une innovation qui pourra constituer un véritable levier pour le processus de création, d'organisation et de fonctionnement du cadre institutionnel de dialogue multi-acteurs au MCVDD, car il prévoit en son article 5, les conditions d'accès, d'exploitation, de surveillance et de gestion de ces AMP avec l'implication des OSC à travers la prise d'un décret en Conseil des Ministres.

Chaque aire fera ainsi, l'objet d'un Plan d'Aménagement et de Gestion (PAG) qui définira les conditions d'accès et d'exploitation sur une base temporelle, de zonage sous la supervision des services compétents et sur la base de l'application des principes de participation citoyenne et de cogestion avec les populations riveraines.

⇒ **Activité 4 : Actions de lobby et plaidoyer ayant contribué à la prise de l'arrêté du 17 mai 2022 portant nomination des membres du bureau du CNOS/MAEP**

Nommés le 17 mai 2022 par arrêté du Ministre de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche, les membres du Conseil National d'Orientation et de Suivi du Secteur agricole ont été installés le jeudi 16 mai 2022 par le Ministre en charge de l'agriculture. En effet, le conseil est composé de vingt-trois (23) membres issus de la Présidence de la République, de différents ministères sectoriels (MCVDD, MEM, MDGL) et organisations de producteurs, de la recherche agricole (Université), du patronat (Secteur privé), de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB). Il a des démembrements au niveau départemental et communal.

Par ce décret la PASCiB jouit de la légitimité de représentativité au niveau du Gouvernement béninois. Le Conseil National d'Orientation et de Suivi du Secteur agricole est un cadre de concertation, de dialogue multi-acteurs et de gouvernance participative entre tous les acteurs du secteur agricole, restructuré en Conseil des ministres par Décret N°2021-376 du 14 juillet 2021 portant attributions, organisation et fonctionnement du Conseil National d'Orientation et de Suivi (CNOS) du Secteur agricole. Le Gouvernement face aux défis climatiques, dans un contexte où l'agriculture est le pilier majeur de l'économie du Bénin, a procédé à l'installation du bureau du CNOS et lui fixe donc, la mission de suivre, d'orienter et de réguler les activités du secteur agricole dans une logique de durabilité.

⇒ **Activités 5 : Actions de lobby et plaidoyer ayant contribué à la prise de la Loi N°2022-14 portant orientation agricole, sécurité alimentaire et nutritionnelle en République du Bénin**

Les députés de la huitième législature ont adopté à l'unanimité, la loi d'orientation du secteur agricole. C'était à l'issue d'une séance plénière tenue le mardi 21 juin 2022 au palais des gouverneurs sis à Porto-Novo, avec la participation du Secrétaire Permanent de la PASCiB.

Une loi votée pour une meilleure prise en compte de la participation citoyenne, du dialogue multi-acteurs, de l'adaptation aux changements climatiques et de la vulnérabilité des femmes, en vue de garantir la compétitivité, la durabilité du secteur agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Article 24 : L'État s'assure de la qualité des produits agricoles dans le respect des normes environnementales

Article 26 : L'État institue, en vue de la valorisation et de la promotion des produits agricoles et des produits d'origine agricole, un système de qualité qui permet d'attester des conditions particulières de leur production et/ou de leur fabrication et ce, notamment en matière d'agriculture biologique (GDT).

Article 75 : Les organisations de la société civile du secteur agricole apportent leurs compétences et expériences à la profession agricole et aux communautés rurales.

Article 80 : Le Conseil national d'orientation et de suivi dispose de démembrements au niveau des départements et des communes. Un décret pris en Conseil des ministres précise les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Conseil National d'Orientation et de Suivi (CNOS).

Article 83 : Il est institué une journée dénommée « Journée de l'Agriculture » qui se tient tous les trois (03) ans.

A travers cette proposition qui a été prise en compte, la société civile entend réunir périodiquement les acteurs de la société civile homologues du CNOS dans la sous-région en vue discuter des questions agricoles, de GDT et de pleine participation citoyenne.

⇒ **Activités 6 : Actions de lobby et plaidoyer ayant contribué à la validation du Guide méthodologique d'élaboration des Plans Communaux de Développement Agricole (PCDA)**

Les actions de lobbying et de plaidoyer de la PASCiB orientée AbE se sont formidablement exercées dans le secteur agricole avec des contributions prises en compte et des résultats élogieux.

En effet dans un souci de gestion durable des terres (GDT) et de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), la PASCiB forte de tout le processus qui a permis le vote de la loi d'orientation du secteur agricole et la prise du décret portant installation des membres du CNOS, avait fourni plusieurs recommandations. La principale recommandation a toujours été la prise en compte de l'AbE (secteur agriculture et eau) dans les PDC. La majorité des Communes du Bénin étant à vocation agricole, ainsi que toutes les communes d'intervention de BENKADI, l'AbE prend donc toute sa place dans ce secteur. Et donc, pour ne pas noyer les mesures AbE concernant le secteur de l'agriculture dans les PDC, les cadres du MAEP avec l'appui technique du programme EOA (Ecologic and Organic Agriculture) et du projet BENKADI, tous pilotés par la PASCiB, ont décidé d'élaborer les Plans Communaux de Développement Agricole (PCDA) sensibles à l'AbE, pour suivre exclusivement le développement durable de ce secteur au niveau local. C'est ainsi que s'est tenue le 23 juin 2022, un atelier pour valider la méthodologie d'élaboration des PCDA qui constitueront désormais un vivier pour la prise en compte de l'AbE dans la GDT et la GIRE et par ricochet dans les PDC.

⇒ **Activité 7 : Actions de lobby et plaidoyer ayant contribué à la validation des maquettes des films documentaires (Effets néfastes des changements climatiques dans les zones d'interventions de Benkadi et Bilan un (01) an d'intervention de Benkadi au Bénin, genre et inclusion sociale)**

L'objectif global poursuivi à travers la production des films documentaires est de mettre à la disposition des autorités étatiques, de la société civile et des partenaires techniques et financiers un instrument audiovisuel capitalisant la situation sur les changements climatiques et leurs effets sur les populations. Le film documentaire produit permet de :

- présenter de façon synthétique les grands axes et l'état de mise en œuvre du programme Benkadi ;
- montrer la contribution du programme Benkadi dans le cadre de la lutte contre les effets néfastes du changement climatique ;
- réaliser un zoom sur les différents sites en lien avec la thématique centrale du programme ;
- présenter les impacts possibles du changement climatique dans les domaines prioritaires ciblés par le programme.

⇒ **Activité 8 : Validation des stratégies de communication et de plaidoyers**

L'objectif global visé dans l'élaboration de cette stratégie est de mettre en place une démarche de plaidoyer à l'endroit des acteurs du projet en vue de garantir l'efficacité des politiques publiques en faveur de l'adaptation aux changements climatiques avec un renforcement du pouvoir de la société civile. Plus spécifiquement, cette influence consistera à : assurer une prise de conscience des autorités et décideurs à divers niveaux des enjeux de l'AbE et du dialogue multi-acteurs, impulser la prise en compte de l'AbE dans les politiques et documents de stratégies au niveau national et local, faire institutionnaliser la participation citoyenne et le dialogue multi acteurs dans les secteurs de l'agriculture, du cadre de vie et de l'eau à travers la mise en place d'un cadre formel, assurer la capitalisation des acquis sur les expériences de communication et de plaidoyers pour l'atteinte des résultats de BENKADI. Il est à noter que les stratégies de communication, plaidoyer ont été validés au cours d'un atelier entre acteurs le 23 septembre 2022 à la satisfaction de tous les acteurs présents. Les deux documents validés constituent désormais des outils de travail validés desquels seront extraits les détails d'actions de terrain.

⇒ **Activité 9 : Renseignement du site internet BENKADI BÉNIN**

Le relooking du site internet de la PASCiB est en cours. Des activités sont désormais publiées là-dessus et sur la page Facebook créée. Mais pour améliorer le design et permettre une meilleure et facile animation du site, l'ECP a été intégré au site comme administrateur. Une formation lui a été offerte au Bénin pour l'utilisation du site. Dans le but d'une meilleure collaboration au plan régional, une formation a été organisée pour tous les ECP à Abidjan en marge de la COP15 auquel l'ECP du Bénin a pris part et a renforcé ses capacités.

[Benkadi PASCiB – Benkadi PASCiB a changé sa photo de... \(facebook.com\)](#)

[BenKadi | Le Site Officiel de la PASCiB \(www.pascibenin.org\)](http://www.pascibenin.org)

Des films documentaires des activités et interviews sont déjà accessibles sur le site.

☒ **Axe 5 : Administration et gestion**

Les charges administratives et de gestion de la PASCiB sont prévues au PTAB 2022 de la PASCiB. En dehors des fonds propres de la PASCiB, certains partenaires dont notamment EOA et BENKADI soutiennent la gestion et le fonctionnement de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin. Les contributions sont résumées dans la session administration et gestion du PTBA (Tableau 4). Au total 100% des activités planifiées dans le PTBA 2022 ont été effectivement réalisées avec 67% du budget prévu (Graphique 1). Notons que certaines activités du projet Benkadi ont été renvoyées en 2023.

4. Activités liées au genre et inclusion sociale

La pierre angulaire de l'intégration du genre s'est posée à la 4^{ème} conférence mondiale sur les femmes ou conférence de Pékin en 1995. Ce qu'il faut retenir de cette conférence, c'est que l'on change de paradigme en passant d'une approche « femme et développement » à une approche « genre et développement ». Cette seconde approche est plus complète, car elle analyse les causes des inégalités de genre et cherche à lutter contre, en déconstruisant les stéréotypes. L'approche "genre et développement" s'est traduite par le changement des objectifs et de la conduite des politiques de développement. Les gouvernements des pays signataires se sont ainsi engagés à prendre en compte les enjeux de genre au sein de toutes leurs institutions. Cela signifie qu'ils doivent avant toute prise de décision identifier les besoins respectifs des femmes et des hommes et analyser leurs effets. Ce changement d'approche initié en 1995 est encore celui qui prévaut aujourd'hui. Les 25 ans de la Conférence de Pékin sont d'ailleurs célébrés en 2021 à l'occasion du Forum Génération Égalité, Pékin +25.

La PASCiB, comme la plupart des OSC, dès sa création, a pris conscience de la question du genre. En effet, pour atteindre ses résultats, la PASCiB a adopté une approche en matière de genre et inclusion. Dans cette approche, la PASCiB intègre les considérations de genre et d'inclusion dans tout le processus de conception, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation de ses projets. Cette approche se réalise au niveau des trois catégories de cibles ci-après : les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

Le principe retenu par la PASCiB : l'implication et l'engagement de toutes les catégories sociales dans la prise de décision contribueront à la transformation des relations d'inégalités sociales dans les communes d'intervention. Fidèle à ce principe, la PASCiB veille en amont et en aval pour qu'une place de choix soit accordée aux projets et programmes du portefeuille du MAEP et d'autres sectoriels puis collabore avec les Unités de Gestion dans la mise en œuvre des projets et programmes pour l'effectivité du genre et l'inclusion notamment en ce qui concerne l'impact positif sur les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

Un document de stratégie genre et inclusion sociale a été élaboré et validé en atelier avec les acteurs.

Ainsi, au cours de l'année 2022, plusieurs stratégies ont été adoptées dont entre autres :

- ⇒ Le respect d'un effectif d'au moins 40% de femmes pour participer aux activités de terrain ;
- ⇒ La prise en compte, sans exigence de quota, d'un certain nombre de femmes dans les équipes de suivi, de mission ;
- ⇒ L'orientation de plusieurs activités vers les femmes en l'occurrence celles de transformation et de nutrition par exemple ;
- ⇒ Le renforcement des capacités/sensibilisation des acteurs sur la nécessité de prendre en compte le genre.

L'opérationnalisation de ces stratégies n'est pas sans difficultés. Des enquêtes de terrain, il ressort que :

- ⇒ les hommes sont réticents à laisser leurs épouses, faire de longues distances ;
- ⇒ les femmes quant à elles, acculées par les activités au sein du ménage et celles qu'elles réalisent avec leurs époux, ne se rendent pas disponibles du tout. Pour celles qui arrivent à participer aux activités, elles ne sont plus concentrées à partir d'une certaine heure.

Par ailleurs, il est à souligner qu'en 2015, la PASCiB a réalisé une étude sur le genre et l'équité sociale dans la gestion post récolte au Bénin et a organisé au niveau national et décentralisé, le dialogue politique autour des résultats de l'étude. L'opérationnalisation des recommandations a permis à la PASCiB, entre autres, de faire le plaidoyer et le suivi de la planification et la budgétisation sexo-spécifique lors de l'élaboration du PASDSA et du PNIASSAN.

5. Contribution de la PASCiB aux activités nationale et participation aux activités régionales et internationales

5.1 Contribution de la PASCiB aux activités nationale et participation aux activités régionales et internationales

⇒ Activité 1 : Participation de la PASCiB au mini atelier technique de présentation des résultats de nutrition

L'AGVSAN-SA 2022 offre au Gouvernement du Bénin et à ses partenaires techniques et financiers des données actualisées permettant l'élaboration de programmes et projets d'assistance (alimentaire ou non alimentaire) avec un ciblage de qualité des bénéficiaires favorisant une attention particulière portée aux besoins des segments les plus vulnérables de la population. Cette étude permettra également de faire une revue des systèmes alimentaires existants au Bénin pour plus d'impacts des politiques et programmes.

C'est ainsi, qu'après la collecte des données de l'AGVSAN, le PAM un mini atelier technique de présentation des résultats de nutrition dans sa salle de conférence.

Cet atelier avait pour objectif de présenter les résultats des enquêtes et analyses faites par le consultant afin de recueillir des appréciations pour l'avancement des travaux.

L'objectif principal de cet atelier est de faire le lien entre les indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle et les systèmes alimentaires afin d'expliquer le comportement des clustering identifiés à cet effet. De façon spécifique, il s'est agi de présenter les résultats provisoires (indicateurs de sécurité alimentaire) de l'AGVSAN-SA ; de présenter et commenter le lien entre les indicateurs de sécurité alimentaire et les systèmes alimentaires afin d'expliquer le comportement des clustering et de recueillir les amendements des participants afin de définir les éléments essentiels de l'analyse.

La consultante a présenté les résultats de l'enquête effectués sur l'analyse afin de recueillir les appréciations des participants. De cette présentation, on retient que l'état nutritionnel des enfants et la

sécurité alimentaire des ménages au Bénin varient selon les zones. Un focus est mis sur 6 clusters relatifs aux ménages. Les participants ont échangé sur les causes profondes de l'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois, des facteurs d'influence, des points de levier qui peuvent être identifiés pour améliorer leur statut et des structures impliquées dans cette réponse. La méthodologie pour retenir les clusters est basée sur le découpage spatial du territoire reparti en zone rurale et urbaine ; elle intègre également l'état nutritionnel des enfants, les composantes de l'insécurité alimentaire, les caractéristiques des ménages, l'environnement alimentaire, les chocs, etc... Également, les facteurs des systèmes alimentaires qui sont les causes profondes de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire ont été présentés. On retient que le taux de prévalence des enfants est de 9, 8%. Les enfants de 6 à 17 mois quanta eux ont un taux de prévalence nutritionnelle de 14,4%. Par contre le retard de croissance observé est de 37, 7% avec 40,66% chez les garçons et 34, 6% chez les filles. Les débats ont surtout porté sur la classification des âges pour les analyses qui ne répondent pas aux classifications habituelles. Il a donc été recommandé que la consultante puisse présenter également les résultats en fonction des âges habituels afin de permettre une lecture plus facile.

⇒ **Activité 2 : Participation à l'atelier de priorisation des questions de recherche de l'initiative de formulation des cent questions de recherche actuelles et critiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition au Bénin**

La phase de priorisation de l'initiative de formulation des cent questions de recherche actuelles et critiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition (SAN) au Bénin a eu lieu le mardi 11 Octobre 2022 à l'hôtel Royal Space d'Abomey-Calavi. Plusieurs acteurs y ont pris part dont la PASCiB.



Vue séquentielle de la photo de famille

Au Bénin tout comme dans d'autres pays, la sécurité alimentaire et la nutrition (SAN) est un enjeu majeur de développement qui requiert l'attention des décideurs de la société civile et des partenaires techniques et financiers. La prise en main de cette problématique requiert la production de données probantes, actualisées et fiables afin d'informer et d'orienter les interventions des décideurs politiques et des autres acteurs.



Vue séquentielle des travaux de groupes

C'est dans ce cadre que l'ONG ACED a initié la formulation de 100 questions de recherches critiques et actuelles. Après les étapes de cadrage thématique et méthodologique, puis de consultations nationales pour la collecte des questions de recherche, l'initiative de formulation des 100 questions de recherche actuelles et critiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition (SAN) au Bénin est à sa phase de priorisation.

Prioriser les questions de recherche obtenues à l'issue des consultations nationales et établir la liste des 100 questions recherche critiques et actuelles de la SAN au Bénin, tels sont les objectifs assignés à cette activité qui a réuni des chercheurs, des représentants de ministères sectoriels, d'institutions et d'agences gouvernementales, de collectivités locales, d'organisations de la société civile, de services de coopération, de partenaires techniques et financiers et d'acteurs du secteur privé. Répartis en quatre différents groupes, ces acteurs ont travaillé sur les sous-thèmes : systèmes d'approvisionnement alimentaire, environnement alimentaire, comportement des consommateurs et état nutritionnel, commerce et investissement dans la SAN ; puis environnement politique et institutionnel. « L'opération vise à aboutir à des réponses concrètes et à des données factuelles qui peuvent orienter la planification et l'action publique en matière de SAN », réitère Professeur Roch Mongbo, président du comité technique avant d'ajouter : « Au niveau du comité technique, nous allons récupérer les questions prioritaires et voir dans quelle mesure elles s'alignent avec les axes majeurs que nous considérons au plan de la conceptualisation théorique de la SAN. » L'initiative des 100 questions critiques et de recherche ambitionne surtout donc de soutenir la recherche dans le domaine de la sécurité alimentaire et la nutrition au Bénin.

⇒ Activité 3 : Lancement officiel de l'Agenda de recherche sur la sécurité alimentaire et la nutrition au Bénin

Le lancement officiel de l'Agenda de recherche sur la sécurité alimentaire et la nutrition au Bénin, a été faite par Dr Dossa AGUEMON, Directeur de cabinet et Représentant du Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, et Mr Josué AZANDEGBEY, Directeur Adjoint de Cabinet et Représentant de Mme la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Cet agenda de recherche vise à faciliter la production de données probantes à partir des questions de recherche prioritaires identifiées, afin de mieux informer et guider les interventions pour une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle au Bénin.



Vue séquentielle de la photo de famille du lancement

⇒ **Activité 4 : Participation de la PASCiB à la deuxième étape de la séance d'information des acteurs communaux pour la prise en compte de la redevabilité dans la nutrition dans les communes Allada et Djakotomey**

Du 14 au 15 Juillet 2022, s'est déroulée la séance d'information des acteurs communaux pour la prise en compte de la redevabilité dans la nutrition dans les deux communes de la zone Sud d'intervention du projet SA4N (Allada et Djakotomey). L'objectif de cette activité dans les communes d'intervention du projet est d'obtenir les feedbacks des principaux acteurs de mise en œuvre du mécanisme de redevabilité proposé afin de l'ajuster au contexte de chaque commune ; puis de le faire valider par les participants.

➤ **Commune d'Allada**

Le jeudi 14 juillet 2022 s'est tenue dans la salle de réunion de la Mairie d'Allada, la séance de présentation du projet de redevabilité sociale des services de nutrition de la petite enfance (SA4N). La séance a connu la participation d'environ trente (30) personnes dont les responsables du projet, les OSC, le gestionnaire et le responsable Suivi Évaluation du projet à CARE BÉNIN/TOGO, le Secrétaire Exécutif de l'ASCINB (Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin). Étaient aussi présents, les premières autorités de la commune à savoir le représentant du Maire en sa qualité de 1^{er} Adjoint au Maire, le Secrétaire Exécutif de la Mairie, le Secrétaire Général Adjoint, quelques membres du Conseil Communal, les membres du Cadre de Concertation Communal (CCC), le Point Focal Nutrition, les superviseurs des ONG AFRIC'MUTUALITE et DEDRAS qui sont les ONG qui interviennent dans le domaine de la nutrition et la santé dans la commune, les membres de la police sanitaire et certains représentants des centres de santé de la commune.

La séance a été débutée par le discours d'ouverture du premier adjoint de Maire qui a souhaité la bienvenue à tous les participants et rappelé à tous les enjeux de la nutrition. Après la présentation de tous les participants, les activités ont débuté par la présentation du projet SA4N par le responsable suivi évaluation du projet. La parole a été donnée à la fin de la présentation aux participants qui ont posé des questions auxquelles le gestionnaire du projet a donné des réponses. Selon le gestionnaire, l'objectif du projet n'est pas de substituer les activités du projet à celles des ONG locales qui mettent en œuvre les

projets de nutrition au sein de la commune, mais plutôt de rester dans un dynamisme de faire faire afin de mobiliser et d'activer les acteurs pour qu'ils puissent convenablement jouer leur rôle.

La deuxième présentation sur la redevabilité sociale collaborative a été conduite par le gestionnaire du projet. Il a expliqué le concept de la redevabilité, la redevabilité sociale collaborative et les différents acteurs qui y interviennent, leurs rôles ; le mécanisme de la redevabilité et comment amener les citoyens à s'engager dans les services de nutrition.

Après les présentations, des travaux de groupe ont été initiés et conduits sous la supervision de la superviseuse du projet. Trois (3) groupes se sont constitués pour répondre à plusieurs questions : Quels sont les porteurs de responsabilité et les détenteurs de droit de la commune d'Allada ? Et quels sont les espaces d'échanges qui permettent de mettre en contact ces différents acteurs ?

➤ **Commune de Djakotomey**

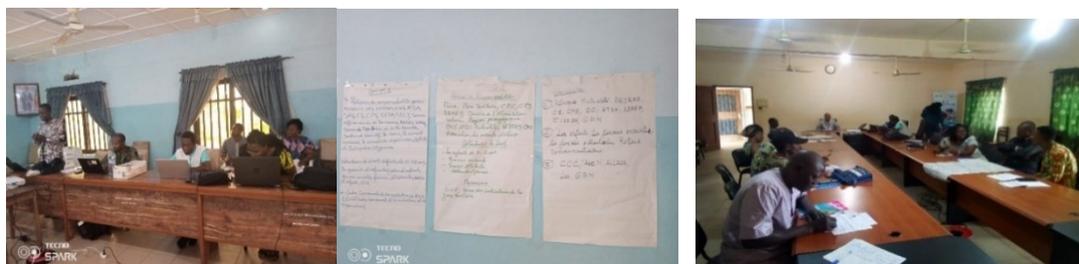
Dans le cadre de l'exécution du projet « Social Accountability For Nutrition (SA4N) », CARE Internationale Bénin-Togo et l'ASCINB ont tenu une séance d'information, le Vendredi 15 Juillet 2022 dans la salle de réunion de la Mairie de Djakotomey. Étaient présents à la séance, la représentante du Secrétaire Exécutif, la point focale nutrition, les responsables d'ONG, les animateurs ONG de la commune, les OSC, quelques membres des cadres de concertation communaux et quelques agents de la santé.

Le discours d'ouverture de la séance a été prononcé par la représentante du Secrétaire Exécutif qui a souhaité la bienvenue à tous les participants et rappelé le contexte de la nutrition dans la commune de Djakotomey. Le responsable suivi-évaluation de CARE a déroulé la première présentation sur le projet SA4N tout en expliquant l'objectif, les partenaires d'action et de mise en œuvre, les cibles directes et les différentes composantes dudit projet.

La deuxième présentation sur la redevabilité sociale collaborative a apporté plus d'éclaircissement sur le concept de la redevabilité et de la redevabilité sociale collaborative. Un échange entre les participants et les responsables du projet a servi à mieux expliquer ces concepts avec des exemples adéquats.

À la suite de ces présentations, deux (2) groupes ont été constitués pour des travaux de groupes pour pouvoir identifier les porteurs de responsabilités ou les fournisseurs de services, les détenteurs de droit ou les bénéficiaires de la commune de Djakotomey. Ils doivent également identifier les différents espaces d'échanges qui permettraient de mettre en contact ces différents acteurs.

Les différentes séances d'information et d'échanges dans les communes d'Allada, de Djakotomey et d'Adjohoun ont permis à tous les participants présents de mieux comprendre les objectifs du projet de la redevabilité sociale des services de nutrition de la petite enfance, de comprendre également le concept de redevabilité sociale dans le domaine de la nutrition. Les séances ont pris fin avec une invitation des différents participants à prendre part à la prochaine séance de restitution des plateformes de nutrition qui se tiendra le mardi 19 juillet pour la commune d'Allada et le Jeudi 21 Juillet pour les communes d'Adjohoun et de Djakotomey.



Vues séquentielles des photos des ateliers

⇒ **Activité 5 : Participation à l'atelier régional de formation et d'écriture des produits de capitalisation des partenaires du ROPPA**

Du 29 Septembre au 01 Octobre 2022 à Cotonou s'est déroulé l'atelier régional de formation et d'écriture des produits de capitalisation. Une dizaine de participants venant des pays de l'Afrique de l'Ouest ont participé aux travaux de cet atelier. La délégation du Bénin était composée des représentants de POSCAO. L'objectif visé était de contribuer à l'amélioration des capacités rédactionnelles des porteurs d'initiatives dans une perspective de production de documents/produits de capitalisation à disséminer. De façon spécifique, l'atelier visait à : renforcer les connaissances des participants sur les enjeux de la capitalisation pour les OP et OSC ; de procéder à une révision approfondie des productions de capitalisation et d'adopter un agenda pour la finalisation et la valorisation de la capitalisation des initiatives des porteurs d'initiatives. Durant ces jours de travail chaque duo représentant les OSC des pays a rédigé des documents de capitalisation des expériences vécues. L'occasion était pour chacun d'améliorer les propositions des autres afin d'obtenir des documents prêts à publier.

⇒ **Activité 6 : Participation à l'atelier régional de planification annuelle de 2022 à Grand Bassam**

Du 04 au 08 Avril 2022, une trentaine de représentants des plates-formes SPONG, PASCiB, SECO-ONG, CSCI, WOORD EN DAAD se sont retrouvés à Grand Bassam en Côte d'Ivoire pour faire une revue annuelle de planification des activités du consortium BENKADI.

L'objectif de l'atelier est de dresser le bilan de la première année de mise en œuvre afin de mieux orienter la deuxième année du programme Benkadi.

Au terme de cet atelier, les résultats suivants ont été obtenus :

- les rapports techniques, financiers et autres livrables à transmettre au Mofa sont finalisés ;
- les grandes conclusions de l'audit externe 2021 sont partagés avec les responsables financiers des pays ;
- les PTBA 2022 revues des 4 plates-formes- pays sont partagées ;
- les participants sont formés sur le plaidoyer/lobbying et outcome mapping en vue de faciliter la finalisation des plans d'action de plaidoyer des 4 plateformes ;
- la stratégie de communication régionale est validée ;
- des échanges sur la thématique de capitalisation de l'année 2 portant sur la prise en compte du genre et de l'inclusion dans le programme sont menés ;
- les leçons de la mise en œuvre des activités au cours de cette première année en vue d'améliorer la conduite du programme et d'atteindre les objectifs assignés sont tirées ;
- une excursion pour découvrir les effets et l'adaptation à l'érosion côtière en Côte d'Ivoire est réalisée.
- Au terme des travaux de l'atelier régional, les recommandations ont été formulées et présentées comme suit :
- Les rapports techniques et financiers pour le compte de l'année 2021, les PTBA 2022 finalisés doivent être transmis au FSSC au plus tard le 11 Avril 2022 ;
- Un manuel de stratégie communication doit être élaboré et disponible et doit parvenir au plus tard fin avril à la coordination régionale ;
- Les documents de stratégies communication et plaidoyer et stratégie genre et inclusion doivent être finalisés et parvenir à la région au plus tard la fin de la semaine du 11 avril 2022 ;
- La finalisation du site web régionale en prenant en compte les suggestions faites durant l'atelier ;
- La création de réseau de contacts à travers la collecte d'adresse ou des personnes ressources pour la collaboration avec de possibles futurs partenaires (CILS, UEMOA, CEDEAO, PNUE, UICN, IGMVSS/UA, PNUD, ABV, BAD, ONU femme).

⇒ **Activité 7 : Participation à l'atelier régional de planification annuelle de 2023 à Ouagadougou**

Du 27 au 30 septembre 2022, une quarantaine de représentants des plates-formes SPONG, PASCiB, SECO-ONG, CSCI, WOORD EN DAAD se sont retrouvés à Ouagadougou au Burkina-Faso pour faire une revue annuelle et la planification des activités du consortium BENKADI pour 2023.

Au terme de cet atelier, les résultats suivants ont été obtenus :

- la prise en compte du Genre dans la mise en œuvre du programme Benkadi est mesurée et des perspectives sont disponibles;
- le point sur la communication et le plaidoyer dans la mise en œuvre du programme Benkadi est fait et des perspectives sont disponibles ;
- les résultats techniques et financiers déjà atteints en 2022 sont disponibles de même que les perspectives pour clôturer l'année 2022 ;
- les leçons de la mise en œuvre des activités de Benkadi en vue d'améliorer la conduite du programme et d'atteindre les objectifs assignés sont tirées;
- les thématiques à capitaliser pour 2023 notamment ont été discutées et la thématique : **2023=**les approches efficaces pour renforcer la prise de décision participative – par exemple par la documentation et la diffusion des différents cas à succès des bonnes pratiques en matière de participation citoyenne (digitalisation à travers des capsules sur les bonnes pratiques en matière de CC) a été adoptée ;
- Les PTBA 2023 des 4 plates-formes- pays sur la base de la planification des activités faite déjà au niveau des pays (actualisation des Toc, des Cadres des Résultats, y compris les valeurs cibles pour les indicateurs et l'extrait) sont disponibles ;

5.2 Autres activités régionale et internationale de la PASCiB

⇒ **Activité 1 : Contribution de la PASCiB au Processus PENIASSAN**

La PASCiB pour le compte de l'année 2022, à participer au Cadre de planification et de coordination stratégique pour le secteur de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche-aquaculture et la sécurité alimentaire, le PNIASSAN. D'importantes contributions visant des interventions qui s'accordent avec le PSDSA 2022 -2026 et plus particulièrement le Programme d'Action du Gouvernement 2021-2026 améliorer ont été apportés par les représentants de la PASCiB.

⇒ **Activité 2 : Contribution de la PASCiB à l'atelier de revue des indicateurs en vue de la rédaction du rapport quadriennal du Bénin de la CNULCD**

Du mardi 06 au mercredi 09 décembre 2022, s'est tenu à la salle de l'hôtel le vignoble de Bohicon, l'atelier de revue des indicateurs en vue de la rédaction du rapport quadriennal du Bénin de la CNULCD. Cet atelier organisé par la Direction générale de l'Environnement et du Climat du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD), a été entièrement financé par le projet ProSOL de la GIZ. Étaient présents des cadres de l'enseignement supérieur, des Ministères en charge du cadre de vie, de l'agriculture, de l'économie, des experts en sciences du sol et en télédétection et un représentant de la plateforme des acteurs de la société civile au Bénin (PASCiB). Retenons que la PASCiB a contribué à la collecte des données primaires et leur traitement en vue de la rédaction du rapport sur la plateforme PRISE4.

6. DIFFICULTÉS

La mise en œuvre du PTBA 2022 n'a pas connu de difficultés majeures qui inhiberaient les résultats escomptés. Cependant, la réalisation de plusieurs activités leviers impliquant les acteurs étatiques et autres décideurs clés au niveau central a souffert de conflit d'agenda contraignant l'Unité de Gestion du Projet à des reports récurrents d'activités.

De même, le caractère réduit du parc automobile de Benkadi-Bénin a ralenti la mise en œuvre de plusieurs activités de terrain programmées pour être réalisées en simultanées, nonobstant la contribution spontanée du parc automobile général de la PASCiB avec les perturbations engendrées sur ses autres activités. Ces difficultés ont entre autres influé sur le taux de réalisation physique du PTBA.

Les 2 communes du nord ont vécu des problèmes d'inondation et d'érosion des sols du fait des fortes pluies enregistrées qui ont surchargé les cours d'eau et créés par endroit l'effondrement des ponts et ponceaux. Elles vivent aussi les contraintes de l'extrémisme violent.

La question récurrente des autorités locales de savoir si les actions AbE insérées dans les PDC seraient financées est également une contrainte.

7. DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR 2023

Pour l'année 2022, plusieurs défis et perspectives se présentent à la PASCiB. Il s'agit principalement de :

- ⇒ l'accélération du rythme des activités PTBA 2023 surtout au niveau du projet BENKADI-Bénin;
- ⇒ la consolidation et la pérennisation des acquis des projets clôturés et la poursuite des projets toujours en cours pour des résultats de développement élogieux ;
- ⇒ la poursuite des activités de plaidoyer et lobbying amorcées sur certains projets, mais qui n'ont pas été complètement bouclées avant la fin de ces projets;
- ⇒ la poursuite du suivi des ODD en lien avec la nutrition et la réalisation d'analyse budgétaire ;
- ⇒ le maintien et la poursuite de la veille citoyenne autour non seulement des interventions de développement dans le secteur agricole, mais également au niveau des directions techniques, des ATDA et des DDAEP pour une bonne gouvernance et des performances qui impactent positivement les populations ;
- ⇒ la poursuite de la veille citoyenne en vue de l'assurance d'une bonne gouvernance et de la production des résultats à impacts positifs par les projets et programmes de développement ;
- ⇒ la recherche et l'établissement d'autres partenariats avec la signature de nouvelles conventions ;
- ⇒ l'élaboration du plan de mobilisation des ressources au profit de la PASCiB et sa mise en œuvre effective afin d'autonomiser la PASCiB ;
- ⇒ le renforcement de ses composantes sur leurs thématiques respectives en vue de l'amélioration de leur spécialisation ;
- ⇒ la dynamisation du CFRONG pour qu'il rentre et exerce ses attributions ;
- ⇒ la réplique ou de la mise à l'échelle de l'expérience réussie de l'institutionnalisation du dialogue multi-acteurs (Etat-OSC-PTF) dans le secteur agricole vers les autres secteurs dont notamment celui de l'eau, de l'éducation primaire, de l'énergie et de la santé ;
- ⇒ l'amélioration des conditions de travail pour les employés pour de meilleurs rendements.

CONCLUSION

En général, les activités planifiées pour 2022 ont été exécutées à 96% de réalisations physiques pour une consommation budgétaire de 95%. Ces résultats sont nettement meilleurs à ceux de 2021 qui sont respectivement de 86% pour la réalisation physique et 67% (soit 396.356.591 FCFA) pour celle financière.

Par ailleurs, précisons que les axes de renforcement de capacités et de l'efficacité de développement ont été ceux qui ont connu les plus grandes réalisations à travers la production des outils, les formations thématiques, les missions de suivi et contrôle citoyen sur les interventions du secteur agricole. Parmi les principaux partenaires qui soutiennent les actions de renforcement de capacités et veille citoyenne figure en bonne place BENKADI, PAPVIRE-ABC et EOA.

Sommes toutes, la PASCiB doit rechercher et mettre en œuvre des stratégies efficaces de mobilisations de ressources en vue de son autonomisation. La pérennisation des acquis et des actions de la PASCiB passe par son autonomisation financière.

